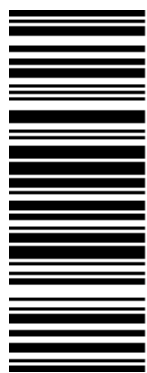




REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

La classe ouvrière ne renonce pas à se défendre



2273-8762



- Macron a remporté une bataille mais pas gagné la guerre p. 2
À bas l'opération policière à Mayotte ! p. 3
Lettre au NPA anti-Nupes p. 4
Grèves, manifestations et répression p. 6
Congrès de la CGT, trois clans mais une même ligne p. 9
Congrès du PCF, pour un nouveau front populaire p. 13
Déclaration internationale du 1er mai p. 17
Le mouvement ouvrier et la grève générale (2) 1850-1905 p. 20
Histoire du Parti communiste chinois (8) 1943-1945 p. 24
ABC du marxisme : syndicat p. 28

Macron a remporté une bataille, mais n'a pas encore gagné la guerre

Une victoire pour Macron

Inutile de raconter des histoires : la promulgation immédiate par Macron de la loi portant la contreréforme sur les retraites après sa validation par le Conseil constitutionnel signe une victoire pour la bourgeoisie et une défaite pour la classe ouvrière. Sans doute Macron y a-t-il laissé quelques plumes, son crédit auprès de la petite-bourgeoisie qui vantait et vendait son modernisme et avec lui le mythe du dépassement de la lutte des classes s'est-il en partie érodé, et ses adorateurs se font un peu moins enthousiastes dans les médias. Mais c'est sans importance. Macron, chef de l'État bourgeois, de surcroît non rééligible, n'est pas là pour plaire, mais pour servir les intérêts de la bourgeoisie. Et de ce point de vue, le capital fondé sur l'extorsion de la plus-value, peut se frotter les mains. Avec le report de l'âge légal de départ à 64 ans et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein, non seulement les capitalistes ne paieront pas un centime de plus pour les retraités, mais l'exploitation pourra se prolonger dans des conditions où travailleuses et travailleurs vieillissants seront plus vulnérables. Et au-delà, la bourgeoisie espère sans doute que la classe ouvrière renonce pour un temps à lutter en considérant que cela ne mène à rien. Pourtant la colère est toujours là. Mais la colère ne suffit pas. Tout l'enjeu du moment est que la classe ouvrière tire le plus vite et le plus loin possible le bilan de ce combat.

Ni rire ni pleurer, mais comprendre

Cette victoire de la bourgeoisie doit être une leçon pour toute la classe ouvrière qui peut, en tirant le bilan, en ressortir beaucoup plus forte. Quel bilan ? Tous ceux qui

hier encore ont appelé à voter Macron au prétexte de barrer la route à Le Pen, non seulement ont pavé la voie à un serviteur particulièrement zélé de la bourgeoisie, mais de plus obtiennent comme résultat aujourd'hui que les chances de Le Pen sont encore plus grandes que précédemment ! Tous ceux qui, sur tous les tons, ont demandé à Macron d'écouter « le peuple » n'ont fait que semer des illusions. Macron n'a jamais été là pour « écouter » ou « entendre » les revendications, mais pour mener la guerre de classe de la bourgeoisie contre le prolétariat. Et chez ces gens-là, c'est le rapport de force qui vaut et qui prévaut et pas les bons sentiments. La leçon essentielle qu'il faut tirer, c'est que, dans la guerre de classe, la classe ouvrière ne peut se défendre que si elle s'organise sur une orientation résolument révolutionnaire. Aucune revendication un tant soit peu sérieuse comme la défense des retraites ou bien l'indexation automatique des salaires sur l'inflation ne peut être obtenue tant que toute l'économie des capitalistes n'est pas bloquée par les travailleurs en grève, tant que les travailleurs ne sont pas organisés en contrôlant leur mouvement au moyen des comités élus, en les centralisant jusqu'à un comité central national de grève face au gouvernement, tant que le gouvernement de la bourgeoisie n'est pas menacé d'être emporté s'il ne cède pas.

La grève générale, c'est la voie de la révolution, la seule qui soit efficace, parce qu'elle pose la question de qui dirige la société et pour quoi faire, parce qu'elle ouvre la possibilité à la classe ouvrière rassemblée et organisée de prendre le pouvoir. C'est la grève générale qu'il fallait pour gagner ! Mais comme elle ouvre la voie à la révolution, tous les contrarévolutionnaires qui dirigent et encombre le mouvement ouvrier se sont ligüés pour lui barrer la route.

En effet, cette victoire de la bourgeoisie n'était pas écrite d'avance. Elle résulte du fait que la force gigantesque de la classe ouvrière a été volontairement dispersée, atomisée, envoyée dans des impasses. Impasses et mensonges des partis réformistes PS, PCF et LFI qui ont de bout en bout défendu une gesticulation parlementaire parfaitement vaine, laissé croire que l'issue pouvait se trouver dans les amendements d'un texte inamendable, dans la motion de censure « transpartisane » c'est-à-dire en clair votée avec le RN et une partie de LR, dans la saisine du Conseil constitutionnel, et maintenant dans un référendum d'initiative partagé ! En toile de fond, le respect de la constitution gaulliste, le respect de la démocratie parlementaire, le respect des institutions de la république, bref le respect de tout ce qui constitue l'ordinaire de la domination de classe de la bourgeoisie que tous ces partis veulent bien servir à leur tour si l'occasion électorale se présente,



LE GMI EST LA SEULE ORGANISATION QUI AIT COMBATTU CLAIREMENT
POUR LA GRÈVE GÉNÉRALE. REJOIGNEZ -LE !

mais certainement pas renverser ! Impasses et mensonges des chefs syndicaux qui, après avoir accepté de discuter pendant des mois avec le gouvernement du projet contre les retraites, se sont unis pour convoquer pas moins de douze journées d'action dont ils savent parfaitement qu'elles ne menacent en rien le gouvernement, qu'elles ne perturbent qu'à peine le fonctionnement du capitalisme, assuré que les affaires reprennent dès le lendemain.

Ah mais, c'est que, prétendent-ils, les travailleurs ne seraient pas prêts à la grève générale, au moment où la vie est si difficile avec les salaires trop bas et l'inflation qui galope... Mais décréter douze jours de grève saute-moutons totalement inefficaces, lancer dans les secteurs les plus combattifs des grèves reconductibles isolées, épuisantes, encore plus coûteuses et sans résultats, voilà qui ne pose aucun problème aux chefs syndicaux ! Tout, ils ont tout fait, sauf appeler la classe ouvrière à la

Mayotte : à bas l'opération policière contre les migrants, réfugiés et précaires !

Une opération d'envergure avait été préparée dans le secret, mais elle a été révélée le 22 février par le *Canard enchaîné*. Il a fallu toutefois au gouvernement attendre d'être sorti d'affaire sur les retraites pour la lancer. Un contingent de 1 800 policiers et gendarmes est acheminé sur place. Il est déployé le 24 avril pour expulser des milliers de migrants comoriens, sans-papiers, travailleurs pauvres ou précaires, pour détruire leurs abris.

La situation à Mayotte est le fruit des manoeuvres et barbouzeries de l'impérialisme français qui avait réussi en 1974 à maintenir l'île dans le giron français alors que l'immense majorité des trois autres de l'archipel des Comores votait pour l'indépendance. Depuis, Mayotte, devenue 101^e département français, souffre d'une misère et d'un sous-développement endémiques, ce qui est le cadet des soucis de l'impérialisme français qui ne s'intéresse avant tout qu'à la position géostratégique que lui confère la possession de Mayotte. Incapable de fournir à la population de Mayotte des conditions décentes d'existence, l'impérialisme français fait des migrants comoriens, qui fuient une misère plus grande encore, les responsables de la situation dans l'île.

Déjà, en 2016, une grève générale de 15 jours pour l'égalité des droits avec la métropole avait paralysé Mayotte. C'est donc aussi clairement contre cette mobilisation que se dresse aujourd'hui l'opération de Macron et Darmanin qui porte le nom de Wambushu signifiant « reprise » en mahorais. Opération totalement soutenue par les deux députés LR et LIOT de Mayotte, ce qui montre bien que l'entente cordiale entre les tenants de la réaction est toujours possible. Alors qu'il s'agit à Mayotte d'une attaque d'une ampleur sans précédent contre la partie la plus faible de la classe ouvrière qui en préfigure d'autres et qui ne concerne pas seulement cette île, les réactions sont extrêmement limitées, pour ne pas dire inexistantes.

Le groupe LFI-NUPES n'aura de cesse de répéter qu'il faut agir sur les causes de l'immigration. S'attaquer aux migrants, aux précaires et aux vulnérables comme le fait le gouvernement est inhumain, cruel et le signe d'une grande faiblesse politique. (LFI, Communiqué, 11 avril)

La CGT, la FSU et Solidaires appellent le gouvernement à arrêter toutes les mesures répressives. Ce qu'il faut à Mayotte c'est l'égalité des droits (y compris pour les étrangers) et d'accès aux services publics et de réels moyens pour la santé, l'éducation et le logement pour l'ensemble de la population. (Communiqué, 21 avril)

Le gouvernement et son préfet aux ordres sur place se heurtent toutefois à deux difficultés. D'une part le gouvernement des Comores refuse pour le moment d'accueillir les expulsés et interdit aux bateaux de les débarquer. Le RN s'engouffre dans la brèche ouverte par Darmanin en défense de ce qu'il reste des colonies :

Les déclarations du gouvernement comorien ne peuvent être mises sous le tapis et appellent à une réaction des plus fermes. [...] Le gouvernement français doit réagir pour soutenir nos compatriotes mahorais et rappeler aux Comores que le drapeau tricolore continuera de flotter au-dessus de Mayotte. (RN, Communiqué, 13 avril)

D'autre part, le tribunal administratif saisi en référé vient de suspendre les destructions des logements et abris plus ou moins précaires qui devaient commencer le 25 avril au matin dans le bidonville appelé Talus 2 du quartier de Majicavo de Mamoudzou car même des personnes en situation régulière vivant là auraient été impactées sans qu'aucune solution de relogement n'ait été réellement prévue ! Évidemment, le préfet fait appel de cette décision et le gouvernement confirme sa volonté d'aboutir :

Une action difficile mais extrêmement résolue. Ce qui met en danger la population c'est l'insalubrité, l'insécurité et la non-reconnaissance du droit de propriété. (Darmanin, Twitter, 25 avril)

Seule la mobilisation de toute la classe ouvrière, à Mayotte comme en métropole, peut arrêter cette honteuse chasse aux pauvres et aux migrants. À bas l'opération Wambushu à Mayotte ! Front unique ouvrier pour interdire les expulsions ! Des papiers pour tous et toutes ! Égalité des droits avec la métropole ! Toutes les organisations des travailleurs et des opprimés doivent appeler ensemble à des manifestations dans tout le pays pour arrêter les flics de Macron et Darmanin.

grève générale pour vaincre Macron ou sinon le renverser. Voilà ce qui a mené à la défaite. Mais en aucun cas, les travailleurs n'en sont responsables. Ce n'est ni leur combattivité ni leur détermination qui ont manqué, c'est leurs directions qui les ont trahis, envoyés dans le mur et protégé Macron.

Macron et son gouvernement à l'offensive

C'est pourquoi Macron et son gouvernement non seulement en ont rééchappé, mais veulent aujourd'hui accélérer. Et ce ne sont pas quelques casserolades qui vont les arrêter. Mais comme il faut camoufler aux yeux des travailleurs que la désastreuse stratégie de l'intersyndicale comme celle de la NUPES ont conduit à la défaite, tous s'entendent pour prétendre maintenant que Macron serait désormais impuissant à gouverner, condamné pendant quatre ans à inaugurer les chrysanthèmes, à cause de son impopularité, des difficultés à trouver une majorité

parlementaire, etc. Rien n'est plus faux : même impopulaire, tant qu'il ne trouvera pas la force gigantesque de la classe ouvrière rassemblée en face de lui, Macron va poursuivre ses attaques contre la classe ouvrière, contre la jeunesse, contre les chômeurs, contre les étrangers, il tentera de s'appuyer sur les députés de LR pour faire passer des textes réactionnaires, voire les construira avec eux, il utilisera encore si besoin le 49.3 (Macron a démenti illico les engagements hâtifs de Borne à en limiter l'emploi) et il gouvernera même par décrets si nécessaire. Parce que c'est ce qui convient au capital. Et Macron compte bien continuer à s'appuyer aussi sur le « dialogue social » avec les directions syndicales pour avancer sur un « *nouveau pacte de la vie au travail* », comme il l'a annoncé le 17 avril. Certes le rendez-vous qu'il leur avait fixé le 18 avril a été boudé par les chefs syndicaux. Mais cela ne durera pas. Berger, pour la CFDT, avait parlé d'un « *délai de décence* » que l'inter-

Lettre du Groupe marxiste internationaliste au NPA anti-Nupes, 16 avril

Le Conseil constitutionnel a validé le 14 avril l'essentiel de la loi contre les retraites que Macron s'est empressé de promulguer dans la nuit. Même si la colère est grande chez les travailleurs comme dans la jeunesse, la bourgeoisie va probablement remporter une victoire supplémentaire, malgré une mobilisation très importante de plus de trois mois. Parmi ses représentations politiques, le RN semble renforcé au détriment de LR et de Renaissance.

Un bilan devra être tiré. En effet, ce n'est pas la combattivité qui a manqué, ni le nombre des manifestants, ni la profondeur de la mobilisation jusque dans les petites villes. Mais force est de constater que la classe ouvrière n'a pu imposer la grève générale en débordant le dispositif mis en place dès le début par les chefs syndicaux et les partis ouvriers bourgeois. Ce dispositif a consisté :

D'une part à convoquer la kyrielle de journées d'action assorties de grèves saute-moutons parfaitement inoffensives pour le gouvernement et la bourgeoisie, assorties de grèves reconductibles dans les secteurs les plus en pointe qui les ont laissés isolés.

D'autre part à tenter de faire croire que l'affaire pouvait se régler par la discussion parlementaire, les amendements, la motion de censure avec des partis bourgeois, la saisine du Conseil constitutionnel et maintenant le référendum, bref dans le cadre du respect du parlementarisme et de la Constitution gaulliste.

En se dressant contre la grève générale, en multipliant les impasses et les diversions, les appareils contrerévolutionnaires du mouvement ouvrier ont protégé le gouvernement d'une irruption révolutionnaire qui, bien au-delà de l'obliger à capituler sur les retraites, l'aurait menacé dans son existence-même et aurait pu poser la question du renversement de l'État bourgeois, d'un autre gouvernement, d'un gouvernement des travailleurs qui en finisse avec l'exploitation et la recherche du profit.

Ce qui a manqué, c'est un parti ouvrier révolutionnaire du type du Parti bolchevik, ou au moins une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste suffisamment forte à l'échelle nationale pour déjouer les manœuvres des partis « réformistes », pour aider les travailleurs à submerger les obstacles des bureaucrates syndicaux, pour s'organiser eux-mêmes pour contrôler leur propre mouvement et le défendre contre l'appareil répressif de l'État et les groupes fascistes, pour jeter les bases d'un autre pouvoir.

Le Groupe marxiste internationaliste a combattu pour la grève générale parce qu'il a pour programme la dictature du prolétariat et le socialisme mondial. Il lui est arrivé, dans cette voie, de collaborer avec le NPA-Jeunes comme à Lyon le 31 janvier.

En s'opposant à la coalition front populiste de la NUPES qui satellise la direction opportuniste du NPA-B, votre regroupement peut contribuer à la construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire à l'échelle nationale. C'est pourquoi nous demandons à vous rejoindre comme courant.

Avec notre salut communiste révolutionnaire,

Direction nationale du Groupe marxiste internationaliste

Évolutions de l'indice des prix à la consommation

syndicale semble avoir fixé après les manifestations du 1^{er} mai.

En ligne de mire de l'offensive de Macron, à nouveau les étrangers, migrants et réfugiés contre qui Darmanin a ressorti son projet de loi, un temps mis en suspens pendant que l'issue de la bataille sur les retraites était encore incertaine, encore durci pour complaire à la réaction parlementaire des députés LR, voire RN.

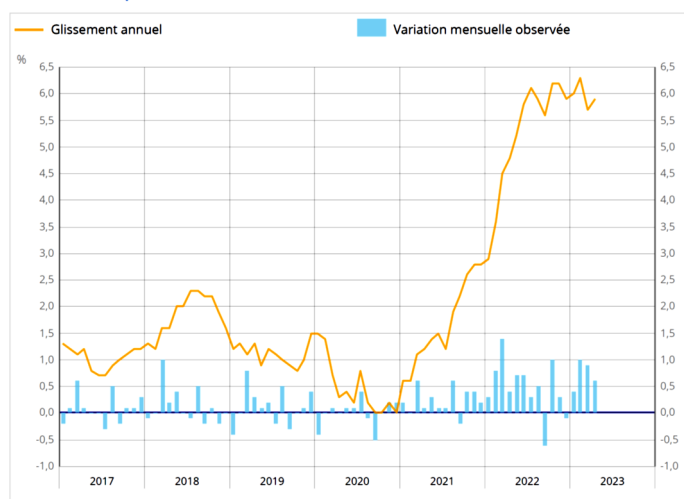
Nous devons être plus exigeants en matière d'intégration, défendre une laïcité à la française. Côté immigration, nos procédures sont beaucoup trop longues. Les délais explosent, les gens finissent par trouver un travail, s'établissent et sont protégés par d'autres règles. Donc ça ne marche plus. (Macron, Le Parisien, 23 avril)

Cependant, constatant le 26 avril qu'elle n'était pas assurée du soutien de LR à cette étape, Borne vient d'annoncer le report de la présentation du texte à l'automne. Mais elle ajoute préférer ne pas lancer dès maintenant « *un débat sur un sujet qui pourrait diviser le pays* ». Cela signifie en filigrane que le gouvernement craint encore une possible mobilisation contre ce projet. Mais il ne renonce pas, et pour bien le montrer, Borne envoie 150 policiers et gendarmes supplémentaires dans les Alpes-Maritimes pour « *faire face à une pression migratoire accrue à la frontière italienne* ».

Le gouvernement vise aussi les titulaires du RSA qui vont devoir effectuer 15 à 20 heures de travail hebdomadaires pour justifier leur allocation, ce qui en fait une main-d'œuvre captive et gratuite, en lien avec la transformation de Pôle emploi en France travail. « *Nous redoublerons d'efforts pour ramener au travail les bénéficiaires du RSA en les accompagnant mieux* », a donc déclaré le président le 17 avril.

Cette offensive pour livrer au patronat une main-d'œuvre plus corvéable et peu couteuse se déploie également avec une attaque contre les lycées professionnels que Macron souhaite, en augmentant le temps de stage en entreprises des lycéens, au détriment des enseignements. Et comme il n'y a pas de petites économies, le patronat sera dispensé de payer ces élèves stagiaires, ce qu'il ne faisait que très modestement jusqu'à présent, à hauteur de 4,05 euros de l'heure si le stage durait au moins 44 jours. Désormais c'est l'État qui paiera...

Enfin, dès la rentrée de septembre, les enseignants de primaire, de collège et de lycée vont voir s'appliquer le « *pacte* » les invitant à en faire plus, comme s'engager à remplacer au pied levé un collègue absent, s'ils veulent obtenir, non pas une augmentation de salaire, mais une indemnité, laquelle ne comptera donc pour rien ou presque dans le calcul de la retraite. C'est d'ailleurs la même chanson qui s'appliquera sur la partie dite « *socle* » prévoyant une augmentation de la rémunération de base des enseignants indépendamment de l'acceptation de



nouvelles missions. Il ne s'agira nullement d'une augmentation du salaire, mais de l'augmentation des indemnités de suivi des élèves et de la prime d'attractivité, au demeurant bien loin de compenser la perte du niveau des salaires des enseignants enregistrée depuis des années.

Il reste cependant un objectif de Macron pour lequel il prend quelques précautions. C'est la mise en place du service national universel (SNU), sorte d'embrigadement idéologique de la jeunesse pour la formater aux couleurs du patriotisme cocardier que le chef des armées avait un temps songé rendre obligatoire. Sans renoncer, Macron juge désormais qu'il convient d'avancer plus prudemment pour ne pas risquer d'enflammer la jeunesse.

Je souhaite une montée en charge progressive du SNU, avec plus de territoires qui vont l'adopter, mais sans le rendre obligatoire dans tout le pays du jour au lendemain. Il faut passer par la loi pour le rendre obligatoire, mais avant il faut finaliser la concertation. Je suis favorable à ce qu'on puisse avancer. (Macron, Le Parisien, 23 avril)

Que faire ?

Rien de tout cela n'est acceptable. La classe ouvrière vient de subir une défaite, mais elle n'est pas écrasée, loin de là. Le gouvernement est à la fois bien décidé à porter de nouveaux coups mais il craint un possible retour de flamme. Il faut au plus vite que l'avant-garde de la classe ouvrière se tourne vers la construction d'une organisation révolutionnaire décidée à en finir avec la société capitaliste, avec l'État bourgeois, qui combatte pour balayer les obstacles et les leurres mis par les appareils contrarévolutionnaires en travers du mouvement des masses. Une organisation qui combat pour la grève générale, pour les comités de grève élus, pour l'auto-organisation et l'autodéfense des manifestations et des piquets de grève, pour le comité central de la grève générale. Voilà ce qui est nécessaire. En ce sens, le combat continue !

26 avril 2023

Grèves, manifestations et répression



Tout État est l'organisation de la coercition de la classe dominante. Le régime social demeure stable tant que la classe dominante est capable, par son État, d'imposer sa volonté aux classes exploitées. (Trotsky, L'Autodéfense ouvrière, 25 octobre 1939)

Depuis le début des manifestations consécutives à la contre-réforme des retraites, plusieurs mutilations ont été répertoriées, mains ou doigts arrachés, yeux crevés, amputations de testicules... Si aucun recensement exhaustif n'est disponible, les vidéos, admissions à l'hôpital et témoignages illustrent le rôle actuel des corps de répression, la police nationale (en particulier les CRS) et l'armée (sous la forme de la gendarmerie mobile).

Article 49.3 et accroissement de la répression

Si la répression restait au début limitée, elle a franchi un cap le 17 mars à la suite de l'adoption de la loi. Le discours de Macron, le 21, l'officialise. Entre le 16 et le 23 mars, 952 personnes ont été interpellées à Paris, débouchant presque toujours sur des classements sans suite, selon le parquet de Paris. Ces arrestations massives se font sans distinction, comprenant parfois des personnes n'ayant pas participé aux manifestations et même des touristes. Si elles ont pour objectif de dissuader les gens de revenir en manifestation, elles servent aussi à fichier les manifestants comme en convient un policier : « *Ils sont fichés maintenant, voilà !* » (*Politis*, 20 mars 2023).

Au même moment, les préfets commencent à interdire des manifestations notamment à Paris, Rennes, Lyon ou Dijon. En outre, le 26 mars des interdictions de stationnement sont promulguées pour se prémunir des blocages de

piéage ; deux jours plus tard, la préfecture de Rennes interdit le port d'équipement de protection, c'est-à-dire les casques, masques et lunettes de piscine, servant aux manifestants à se protéger des gaz lacrymogènes, des matraques et des grenades.

Les forces de répression ne servent pas qu'à museler la contestation dans la rue, elles sont également utilisées pour casser directement les grèves. Comme cela avait été le cas lors des grèves de l'automne 2022, la police ou la gendarmerie intervient pour briser les piquets de grève et réquisitionner les travailleurs. Là aussi, le gouvernement a décidé d'accélérer en mars. Le 15 mars, le préfet de Paris lance la réquisition d'éboueurs, le lendemain, la police attaque le piquet tenu par les éboueurs devant le dépôt Pizzorno de Vitry-sur-Seine. Le 21 mars, le principal dépôt pétrolier de Donges est débloqué violemment par la police, le même jour le gouvernement annonce la réquisition de travailleurs du dépôt pétrolier de Fos-sur-Mer, dans les Bouches-du-Rhône. Le 23 mars, la justice ordonne le déblocage du site de traitement des déchets Biopole à Angers, le lendemain la mairie en profite pour réquisitionner 200 grévistes. Le 24 mars toujours, les CRS évacuent le piquet de grève d'un entrepôt Vertbaudet à Marquette-lez-Lille dans le Nord. Le 31 mars, la police évacue le piquet de l'incinérateur Alcea près de Nantes. Le 4 avril, la préfecture de la Seine-Maritime annonce des réquisitions de grévistes à la raffinerie de TotalEnergies de Gonfreville l'Orcher.

La méthode est la même dans les universités : le 20 janvier la police intervient à Strasbourg pour éviter l'occupation de la faculté. Le 30 mars, c'est l'Université de

Bordeaux qui est évacuée de force, avec contrôle des étudiants présents, le 17 avril la police intervient pour expulser les étudiants d'un amphithéâtre de l'Université de Caen et le 21, policiers et CRS violent des locaux occupés de l'université de Grenoble.

Armes de guerre et mutilations

Parmi les brigades policières qui se sont particulièrement illustrées par leurs exactions, la BRAV-M. Héritière des DAR (détachements d'action rapide) née au moment des gilets jaunes (elle-même renaissance des « voltigeurs » qui avaient tué Malik Oussekin en 1986), elle jouit d'une plus grande autonomie dans ses décisions, c'est-à-dire sans attendre d'ordre formel de la hiérarchie. Le patron de cette brigade est Paul-Antoine Tomi, un commissaire connu pour sa violence contre les manifestants. Il est le protégé de Bernard Squarcini, ancien chef du renseignement français aujourd'hui chez LVMH, mais également frère d'un parrain de la mafia corse.

En mars 2021, le ministère de l'intérieur enterrait définitivement les mesures d'encadrement de l'usage des LBD réclamées par les associations notamment à la suite de la féroce répression des gilets jaunes. Ultime insulte aux victimes, Darmanin annonçait au même moment la commande de 170 000 munitions de LBD. Bien que les policiers et gendarmes aient officiellement interdiction de viser la tête avec ces armes, les cas de blessures oculaires ont été nombreux, particulièrement depuis la présidence Macron. Les policiers et militaires se moquent des préconisations du ministère mais sont à chaque fois soutenus par leurs hiérarchies, comme à Sainte-Soline où le gouvernement a dans un premier temps nié les tirs de LBD effectués illégalement à partir d'engins motorisés, alors même que les preuves vidéo circulaient déjà abondamment... Cela n'a pas empêché l'enquête interne de conclure à la légitime défense des bandes armées du capital.

D'autres méthodes sont officiellement interdites mais toujours utilisées, comme le plaquage ventral consistant à asphyxier une personne au sol, le contact tactique lors duquel les flics en voiture percutent volontairement des engins motorisés plus légers, ou la nasse, consistant à enfermer des manifestants dans un endroit sans issue, ou encore le fait de masquer son numéro d'identification...

Le 24 mars à Rouen, une manifestante, accompagnante d'élèves en situation de handicap a eu le pouce arraché par une grenade GM2L, compromettant sa capacité de travail en langues des signes. La grenade GM2L, appartenant à la catégorie A2 du Code de la sécurité intérieure pour matériel de guerre, a remplacé le modèle GLI-F4 responsable de plusieurs mutilations aux mains et aux pieds sur ses dix ans d'utilisation, elle-même successeur du modèle OF F1 ayant tué Rémi Fraise en 2014. Jugée



trop dangereuse pour être lancée à la main par les forces de répression, elle doit être projetée avec un lance-grenade. En revanche, elle peut sans problème être envoyée sur une foule. Cette grenade a été abondamment utilisée durant les manifestations de ce début d'année et notamment à Sainte-Soline (Deux-Sèvres). Lors de cette manifestation contre le projet de méga-bassines, 5 000 grenades ont été lancées par les 3 000 gendarmes sur place, provoquant 200 blessés dont 40 grièvement et deux dans le coma. En prévision des futures manifestations, le ministère de l'intérieur a commandé en novembre 2022, 13,4 millions de grenades dont 840 000 GM2L, pour un montant de 38 millions d'euros.

La stratégie répressive est assumée, le nombre de blessés aussi, à la suite de la manifestation de Sainte-Soline : les services de renseignements de la gendarmerie expliquaient ainsi dans une note du 26 mars, que le nombre de blessés a conduit à la baisse des tensions car les personnes présentes étaient « choquées psychologiquement ».

Depuis plusieurs mois, les corps de répression recourent à un PMC (produit de marquage codé), un liquide invisible laissant une trace décelable uniquement à la lumière ultraviolette et contenant un codage unique révélé en laboratoire à partir de prélèvement effectué sur les personnes interpellées. Ce marqueur est ensuite utilisé par la police pour attester de la présence d'une personne à un endroit donné. Ce liquide utilisé initialement dans le cadre d'enquête criminelle fait dorénavant partie de l'arsenal de répression des manifestations sans qu'aucun cadre légal n'y soit associé. Ce fut le cas à Sainte-Soline notamment où le liquide était projeté sur les manifestants au moyen de pistolets lanceurs de billes de peinture.

Impunité institutionnelle des corps répressifs

En janvier 2019, alors saisi par la CGT et la LDH, le tribunal administratif de Paris refusa de suspendre l'usage du LBD. Même résultat devant le Conseil d'État quelques jours plus tard. Dans son programme présidentiel de 2022, Le Pen propose d'entraver les poursuites pénales à l'encontre des agents de police et de gendarmerie.

Les associations LDH, Human Rights Watch et même des appendices institutionnels comme la Défenseur des droits ou la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de



l'Europe, dénoncent les violences policières du printemps. Mais les policiers et gendarmes sont au-dessus du reste de la population, les sanctions hiérarchiques sont quasi inexistantes et, lorsque les preuves d'exactions sont trop accablantes et médiatisées, les condamnations judiciaires sont à minima.

Les organisations corporatives de policiers (les gendarmes n'ont pas le droit de se syndiquer à cause de leur statut de militaires), où grouillent LR, RN et groupes fascistes, défendent toutes les ignominies commises.

Le capitalisme use de tous ses moyens pour faire accepter la nécessité des corps répressifs que ce soient les médias où la parole donnée aux policiers et à leurs soutiens est sans commune mesure avec leurs poids dans la société, mais également la fiction narrative, où la plupart des romans, séries, films louent l'exemplarité et l'absolue nécessité de la police. Cette propagande met en avant les missions secondaires de la police et instille le mythe d'un danger constant, qu'il soit terroriste ou communautaire.

Ces organisations jouissent de la complicité de la justice bourgeoise, des principaux médias, du soutien sans faille des partis bourgeois, comme Renaissance, LR et le RN.

Jordan Bardella « ne jette pas l'opprobre sur l'intégralité de la profession... Les policiers sont là pour appliquer les ordres ». (Valeurs, 2 avril)

Ceux qui veulent éviter la grève générale syndiquent les policiers

Les partis « réformistes », les directions syndicales et à l'occasion les adjoints LO de l'appareil de la CGT, s'évertuent à présenter les policiers et gendarmes comme des travailleurs issus de nos rangs et à qui l'on donne parfois de mauvais ordres.

Il est inadmissible de s'en prendre aux policiers, aux gardiens de la paix. Ces hommes et ces femmes ont

besoin d'être soutenus. (Fabien Roussel, PCF, *Europe 1*, 31 octobre 2021)

Je comprends que des policiers soient dans une situation extrêmement difficile. D'abord, ils ne sont pas suffisamment nombreux. Ensuite, ils travaillent dans des locaux, et des commissariats qui sont dans des états insupportables. (Manuel Bompard, LFI, *CNews*, 25 mars 2022)

Alors que les flics manifestent à l'automne 2016 pour réclamer le renforcement de la force répressive, de la politique sécuritaire, la limitation des droits des prévenus et de la présomption d'innocence, ainsi que l'impunité pour les violences policières, Arthaud prend leur défense, « *choquée des agressions gratuites répétées à l'encontre des policiers* » (*Lutte ouvrière*, 20 octobre).

L'origine sociale, souvent populaire, des gendarmes et des policiers du rang importe peu, c'est bien la place sociale qu'ils occupent qui est déterminante.

Le fait que les policiers ont été choisis pour une part importante parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut rien dire du tout. Ici encore c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'État capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. (Trotsky, *La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne*, janvier 1932)

Que les gendarmes et les policiers ne soient pas des travailleurs comme les autres, le gouvernement le sait, lui, et le prouve : si sa loi agit aussi sur le départ à la retraite des policiers, leur régime spécial est épargné. Ils pourront partir dès 54 ans (avec pension complète s'ils ont fait 27 ans de service) et devront partir au plus tard à 57.

Les bureaucraties syndicales elles aussi rivalisent pour faire passer les flics pour des camarades. Chacune syndique les policiers : CGT Intérieur, SUD Intérieur, Alternative Police (anciennement CFDT Police), UNSA Police et Unité SGP Police-FO. Si les trois premiers sont anecdotiques en matière d'effectifs, la volonté de montrer patte blanche face à l'appareil de répression est bien là.

Les intérêts des travailleurs et travailleuses sont irréconciliables avec ceux du capital et se heurtent à son État. En ce sens, chaque lutte sociale, même défensive, sera confrontée à la répression de l'État bourgeois. Seule l'autodéfense des manifestations, des piquets de grève peut y mettre un frein, empêcher les arrestations et le fichage des manifestants et les réquisitions de grévistes, préparer le remplacement des corps professionnels de répression par le peuple en armes.

24 avril 2023

53^e congrès de la CGT

trois clans mais une même ligne

L'absence totale de démocratie ouvrière

Comme les précédents, le congrès tenu à Clermont-Ferrand du 27 au 31 mars n'est pas la représentation des syndiqué(e)s qui tirent le bilan de l'activité et décident de l'orientation, qui élisent ensuite une direction pour la mettre en oeuvre. Les délégué(e)s n'ont pas été élu(e)s par la base militante mais choisi(e)s dans les diverses instances au gré des rapports de forces existant dans les fédérations, les syndicats, les Unions départementales et locales ce qui explique les altercations pour détournements de mandats, les délégations contestées à l'entrée du congrès. Pour que la dynastie perdure, le secrétaire national sortant désigne à l'avance son successeur qui ne sera même pas élu directement par les congressistes. Les textes soumis par la direction sortante ne peuvent, selon les statuts, se voir opposer de textes alternatifs. Le rapport d'activité (35 pages) et le document d'orientation (76 pages) échappent largement à la critique des syndiqué(e)s ; d'abord parce qu'ils sont indigestes, pleins de vide :

Partir des réalités quotidiennes des travailleur·ses en prenant en compte la pression du capital sur l'organisation des territoires au regard de leurs compétences en matière de santé, de transports, de formation, de logement... doit être notre axe de travail. (Rapport d'activité, p. 8)

Le syndicalisme de rupture est l'ADN de la CGT qui porte, depuis cent vingt-huit ans, l'ambition de transformer la société. Afin d'atteindre cet objectif, il nous faut aujourd'hui le réinterroger au regard de notre réalité contemporaine, des enjeux sociaux, économiques comme environnementaux, des situations de guerre et de notre aspiration à un monde de paix. (Document d'orientation, point 48)

Ensuite parce que les structures syndicales n'organisent pas leur mise en discussion et que la plupart des amendements émanant de la base n'atteignent jamais le bureau des votes du congrès.

Le rapport d'activité sert à seriner que la direction sortante a tout bien fait comme il faut.

La pandémie a été un révélateur de la justesse de nos analyses et priorités définies au 52^e Congrès. (p. 4)

Les actions syndicales ont permis la mise en avant des questions sociales (salaires, emploi, relocalisation industrielle, santé et services publics...) dans une campagne électorale présidentielle et législative marquée par une surenchère sécuritaire, la stigmatisation, la division entre citoyen·nes. (p. 5)

De la Confédération aux syndicats, dans le secteur privé comme public, et cela malgré les longues périodes de confinement et les vagues de réapparition des virus, les travailleur·ses ont pu compter sur une CGT présente, de proximité, experte et efficace, toujours très revendicative, notamment pour faire respecter le droit du travail et les libertés individuelles et collectives. (p. 7)

Alors que les travailleur(euse)s font tout de travers. Martinez et sa clique les accusent même d'être responsables de la montée du RN.

Malgré un important travail militant pour informer régulièrement les travailleurs, tant localement qu'au plan national, des contenus régressifs des projets gouvernementaux et des politiques d'entreprise, les mobilisations interprofessionnelles de ces dernières années n'ont pas recueilli le niveau attendu au-delà de nos forces et de notre corps militant. (p. 17)

La FSM sans voile

Portée par le souffle du mouvement de révolte en Iran, Sara Selami, syndicaliste iranienne en exil, a asséné un coup décisif aux staliniens nostalgiques tenants de la Fédération syndicale mondiale (l'UD des Bouches du Rhône y adhère, comme la Fédération de la chimie, du commerce et des services...). Leur amendement au texte d'orientation pour un rapprochement avec la FSM a été repoussé à 77 % alors qu'il aurait pu passer sans cette intervention internationaliste justifiée. En effet, en 2019, un amendement de ce type avait obtenu à contrario 80 % des voix.

Sara Selami a expliqué aux congressistes que la Maison des travailleurs de la République islamique d'Iran, organisation comparable aux regroupements corporatistes de Salazar ou Pétain, était affiliée à la FSM. Son dirigeant, représentant de l'État bourgeois iranien, est même le vice-président de cette FSM qui collectionne les tortionnaires syriens, bélarusses et autres partisans de dictatures. La FSM ne vaut donc pas plus cher que la Confédération européenne des syndicats, soudée à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe et à l'Association européenne de libre-échange.

Si les préoccupations sociales (salaires, emploi et conditions de travail) et les mobilisations sont bien présentes au sein du monde du travail, la campagne électorale et les élections ont été fortement impactées par l'inquiétude de la population face à la pandémie et à la guerre en Europe. Cela s'est notamment traduit par la constitution pour la première fois d'un groupe de quatre-vingt-neuf député-es du Rassemblement national à l'Assemblée nationale, mettant en danger notre modèle démocratique et social. (p. 5)

Le document d'orientation amalgame véritables revendications ouvrières et adaptations honteuses aux besoins du patronat (ainsi du « *nouveau statut du travailleur salarié* ») ; quand il avance un mot d'ordre juste comme l'exigence de l'échelle mobile des salaires, il ne dit pas un mot de comment l'arracher. La direction de la CGT déverse des flots de banalités ou d'analyses pseudo-sociologiques qui habillent la volonté de se mettre au service d'un capitalisme français plus productif, relocalisé et plus écologique...

... avec comme objectif la transformation sociale pour une autre répartition des richesses, pour une société plus juste, respectueuse de son environnement et un monde de paix. (Préambule)

C'est le langage de tous les réformistes qui refusent le combat pour l'expropriation du capital, l'organisation sous contrôle ouvrier de la production afin de satisfaire les besoins sociaux et non la soif de profit des parasites détenteurs des moyens de production et d'échange. C'est la rêverie de ceux qui laissant en place l'État bourgeois, son armée, sa police, en défendant « la nation », permettent les boucheries. C'est le discours et la pratique de

ceux qui ne peuvent aller de l'avant parce qu'ils ne veulent pas aller au socialisme.

La lutte de clans

Au grand jour depuis mai 2022 et l'annonce de l'adoubement de Marie Buisson pour succéder à Philippe Martinez, les cliques qui existent au sein de l'appareil de la CGT tentent de pousser en avant leur propre champion(ne). Autant dire tout de suite qu'il n'y a aucun désaccord de principe entre eux, aucune distance irréductible ce que démontre l'adoption du texte d'orientation (72,79 % pour) ou de la motion finale *Actualité* (91 % pour). Tous sont adeptes de la géométrie variable.

Ainsi Martinez a été élu en 2015 en s'affichant les moustaches dressées contre « *le syndicalisme rassemble* », synonyme d'eaux syndicales tièdes. Il était alors très copain avec l'UD des Bouches du Rhône, maniant le « dialogue social » avec des gants de caoutchouc et une pince sur le nez. La CGT, entre 2018 et 2023, a signé 87 385 accords d'entreprises qui ne sont sans doute pas tous pourris mais s'ils avaient révolutionné la vie des travailleur(euse)s, ça se saurait. Ses représentants appointés siègent toujours au Conseil économique social et environnemental, au Conseil d'orientation des retraites, gèrent la retraite à point pour les complémentaires des salarié(e)s du privé... En 2016, le syndicalisme est rassemblé pour organiser la défaite contre la loi Travail à coup de journées d'action impuissantes, en 2018, il isole la résistance des cheminots défendant leur statut.

En 2019, la CFDT devient majoritaire dans le secteur privé (26 % contre 23 % pour la CGT). Depuis cette date, la CGT a perdu 45 000 adhérents et 8 000 syndicats professionnels.

Au 52^e congrès, les alliances se renversent. Martinez est réélu mais finie la lune de miel avec Olivier Mateu des Bouches du Rhône qui structure « Unité CGT » avec Emmanuel Lépine (Fédération de la Chimie), adeptes en particulier du retour au sein de la FSM (Fédération syndicale mondiale qui fut étroitement liée à la bureaucratie stalinienne jusqu'à l'effondrement de l'URSS). Au même moment, Laurent Berger prend la tête de la CES (Confédération européenne des syndicats que la CGT a rejointe en 1999).

L'équipe Martinez, comme tout sommet d'appareil bureaucratique, n'apprécie pas les voix discordantes, elle décide de resserrer la direction confédérale, réduisant le nombre de membres de la Commission exécutive confédérale et surtout du Bureau confédéral, les oppositions sont tenues à l'écart des instances de décision. Elle centralise le pouvoir dans les mains du secrétaire général. La participation au regroupement « Plus ja-



CHARB



mais ça ! » (Les Amis de la Terre, ATTAC, Confédération paysanne, FSU, Greenpeace, Oxfam, Solidaires) ou le rapprochement avec la FSU ne font l'objet d'aucun débat dans la confédération, les décisions sont prises en petit comité.

La dénonciation de l'absence de démocratie interne s'étend. Un troisième clan se forme avec la fédération des cheminots, des mines et de l'énergie, l'union fédérale des syndicats de l'État. Il opère un rapprochement de toutes les oppositions dans la perspective du 53^e congrès.

En décembre 2022, l'Union départementale des Bouches du Rhône annonce « *qu'elle met son secrétaire Olivier Mateu à la disposition de la confédération* » pour succéder à Martinez. La direction rejette cette candidature en invoquant la nécessité qu'un syndicat ou une instance présentent un homme et une femme pour se conformer à la règle adoptée en 1999 pour le Bureau confédéral. Règle qui ne figure pas dans les statuts...

Le bloc autour de la fédération des cheminots pousse alors en avant Céline Verzeletti, membre du bureau confédéral depuis 2015. Elle fait campagne publiquement quelques semaines avant le congrès, déclarant dans les médias « *sa disponibilité* » pour remplacer Martinez. Et de trois ! La direction de la CGT ne décolère pas : pas de ça chez nous ! on ne présente pas sa candidature, il y a une candidate investie par le vote de la Commission exécutive confédérale, Marie Buisson !

Le rejet du rapport d'activité

Lundi 27 mars, le congrès a voté la suspension de ses travaux le lendemain pour participer à la 10^e journée d'action convoquée par l'intersyndicale nationale. Pas de divergence sur le soutien à l'organisation du surplace, au lieu du face à face avec Macron et son gouvernement pour le vaincre. Les voix qui se targuent d'opposition radicale ne combattent pas pour la grève générale, seule méthode de la lutte prolétarienne capable de menacer Macron, de le contraindre à retirer la contre-réforme des retraites. Contre la grève tous ensemble, ils veulent des grèves éparpillées, par site, par corporation, par jour... La même inefficacité, la même tactique d'épuisement, la même aide apportée au pouvoir bourgeois.

Face à un gouvernement qui est finalement très radical... il faut qu'on ait des modes d'action qui soient durs, notamment par des grèves reconductibles, des blocages (Céline Verzeletti, *Ouest France*, 28 mars)

Le vent se lève : À la veille d'une nouvelle journée de grève et de manifestations, quelle suite attendez-

vous pour ce mouvement ? Que lui manque-t-il pour faire définitivement battre Macron en retraite ?

Olivier Mateu : Très concrètement, je pense que nous n'avons jamais été aussi prêts de remporter une victoire interprofessionnelle et intergénérationnelle qu'aujourd'hui.

Il faut organiser et réussir ces journées d'action, même si elles peuvent sembler trop espacées, et en même temps travailler partout à installer la grève reconductible, qui selon nous ne doit pas être « 24h ou rien ». Quiconque peut mettre une heure, deux, quatre, huit heures par jour, une, deux ou trois fois par semaine participe à gagner cette bataille. L'accumulation de toutes les modalités de grève reconductible fera qu'à un moment donné, l'économie fonctionnera tellement mal et sera tant affectée que ce sera le MEDEF lui-même qui demandera au président de retirer sa réforme. (LVSL, 22 mars)

Le 28 mars Martinez manifeste son soutien à la proposition de l'intersyndicale faite à Macron de « *nommer une médiation* ». Autrement dit, trouvez-nous une porte de sortie, mettez sur pause.

Camarade Philippe Martinez, qui t'a donné mandat pour parler de médiation quand les travailleurs sont dans la rue ? (Murielle Morand, fédération Chimie)

Dans la foulée, par 50,32 % des voix, le Rapport d'activité, autrement dit le bilan (très édulcoré...) de la direction sortante est rejeté, ce qui constitue une première.

Martinez et son équipe se trouvent contraints de lâcher du lest dans les discussions du document d'orientation qui est largement amendé. Évidemment, les amendements ne changent pas sa nature réformiste, il reste l'antithèse d'une orientation lutte de classe.

La bataille pour le fauteuil de Martinez

Après la mise en minorité de la direction sortante, l'élection de Buisson paraît moins assurée. Les appétits s'aiguisent dans la coalition anti-Martinez qui avait ratisé large et les tensions s'affichent. Mateu qui a réussi en début de congrès à arracher le droit de se présenter réalise soudain que Verzeletti est très liée à la direction dont elle est membre depuis 8 ans...

Dans la nuit du 29 mars, par 254 voix pour, 215 contre et 15 abstentions, le Comité confédéral national (réunissant les fédérations et les unions départementales) valide la liste des 66 candidats qui intégreront la



S'IL Y A DES SOLUTIONS À PROPOSER AU GOUVERNEMENT, C'EST QU'IL Y A UN PROBLÈME : LEQUEL ?

Commission exécutive, la direction élargie ; elle ne comporte ni Mateu, ni Lépine. Martinez respire... Le jeudi 30, le congrès avalise à près de 90 % des voix mais 57 % des votants rayent le nom de Buisson, 77 % celui de Verzeletti, tandis que Maheu et Lépine rajoutés par des délégués ne passent pas la barre des 50% nécessaires pour être élus. Martinez respire mal...

Après des heures de blocage, puisque ni Buisson, ni Verzeletti ne peuvent réunir une majorité, dans un final digne d'une élection papale et après l'intervention d'un huissier commandé par les oppositionnels, un accord est trouvé pour introniser la secrétaire générale de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens, Sophie Binet. Elle n'est pas connue comme un pilier de l'un ou l'autre clan ; elle dirige un secteur dans lequel la CGT cherche à gagner de l'audience ; passée par la JOC, l'UNEF, le PS, chroniqueuse à *L'Humanité Magazine*, elle donne tout espoir à l'appareil bureaucratique de bons et loyaux services. L'élection du bureau et de Binet est validée par le CCN avec 60 % des voix. Sophie Binet a promis de reprendre à son compte l'orientation de Marie Buisson et de Philippe Martinez.

Quel syndicalisme pour gagner ?

Dans ces conditions très bureaucratiques, le combat pour imposer l'appel à la grève générale pour vaincre Macron dans la lutte en défense des retraites n'a pas eu lieu. D'autant plus que les courants centristes (LO, CR, NPA-B, RP, POID, CR...) n'ont pas mené ce combat car leur objectif n'est pas la bataille intransigeante contre toutes les tendances de la bureaucratie corrompue et chauvine mais de s'intégrer dans cette bureaucratie, de gagner leur place, en soutenant telle ou telle fraction. C'est pourquoi ils ne remettent jamais en cause la participation des directions syndicales aux négociations des plans anti-ouvriers comme les mois passés à négocier avec le gouvernement la contre-réforme des retraites. C'est pourquoi ils soutiennent les journées d'action, grèves reconductibles et autres « temps forts » que décrètent les chefs syndicaux pour empêcher le surgissement de la grève générale, qui ne sont jamais pour eux des obstacles, mais des points de départ, des points d'appui...

En dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'État impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste aussi nécessaire qu'auparavant et devient, dans un certain sens, révolutionnaire. (Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, août 1940)

Le prolétariat a besoin d'une seule CGT, réunifiant tous les syndicats ouvriers en une seule confédération, indépendante de l'État bourgeois, organisant l'ensemble du salariat, les chômeurs et les travailleurs émigrés, fonctionnant démocratiquement avec un droit de tendance, menant la lutte de classe pour les revendications, pour l'expropriation du capital et pour le socialisme, pour l'internationalisme prolétarien.

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'État sur la vie des peuples et des classes. Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. (Trotsky, Les Syndicats à l'époque de la décadence impérialiste, août 1940)

C'est sur cette orientation que milite le Groupe marxiste internationaliste ; elle est inséparable du combat pour construire l'internationale et le parti ouvrier révolutionnaire qui font tant défaut.

28 avril 2023



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 15 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

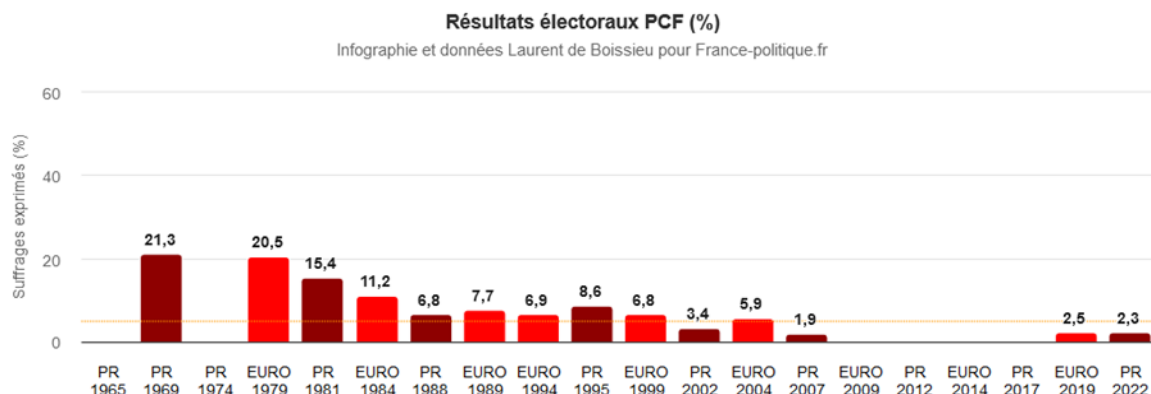
NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

Le congrès du PCF pour « un nouveau front populaire »



*Le patriotisme est précisément l'idéologie qui lie le plus étroitement la sociale-démocratie à sa bourgeoisie nationale. (Lev Trotsky, « Sur le congrès contre la guerre », 13 juin 1932, *Contre le fascisme*, Syllepses, p. 223)*

Le dilemme du PCF

Du 7 au 10 avril, le Parti communiste français (PCF) tient son « 39^e congrès » à Marseille avec 710 délégués.

Il y a en France trois partis issus du mouvement ouvrier présents au parlement :

- le PS (issu de la minorité du PS-SFIO qui a refusé de rejoindre l'Internationale communiste),
- le PCF (lointain héritier de la majorité du congrès de Tours de 1920),
- LFI (une scission du PS d'un ancien ministre renforcée de transfuges du PCF, de l'ex-PT et de l'ex-LCR).

Tous sont des partis sociaux impérialistes ou des partis ouvriers bourgeois : « ouvriers » ou « sociaux » par leur origine historique, leurs liens avec les syndicats de salariés, leur électorat populaire ; « bourgeois » ou « impérialistes » par leur programme de défense du capitalisme français et de renforcement de son État.

Depuis que la bureaucratie stalinienne de l'ex-URSS a restauré le capitalisme, plus rien de significatif ne sépare le PS et le PCF. Leur convergence est illustrée en pratique par leur appartenance commune au front électoral Nupes (qui comprend aussi le principal parti bourgeois écologiste), comme par leur refus de la grève générale en défense des retraites, leurs amendements au parlement d'un projet inamendable, leur confiance stupide dans le Conseil constitutionnel, le leurre d'un référendum (en lien avec les confédérations syndicales dont ils sont partie prenante).

Nous ferons tout pour obtenir ce référendum, en allant chercher ces 4,8 millions de signatures comme le

propose RIP inscrit dans la Constitution. (Fabien Roussel, Discours de clôture, 10 avril)

Bien qu'unis sur l'essentiel, les trois partis réformistes sont en concurrence acharnée pour obtenir les votes et les places qui en découlent, comme le PSOE, Podemos et le PCE-IU entre eux en Espagne. Tel est le véritable enjeu du congrès.

En janvier, lors de sa préparation, 40 000 cotisants officiels sont consultés. 29 000 votent. Ils optent, en janvier, à 81 % pour le texte soumis par le secrétaire national sortant, Fabien Roussel. Le texte alternatif de Pierre Laurent (qui l'avait précédé à ce poste de 2010 à 2018) n'obtient que 18 %. La divergence tient à ce que la fraction de Roussel veut essayer de desserrer l'étreinte jugée mortifère de LFI. Celle de Laurent ne voit pas comment sauver le PCF hors de la Nupes qui lui a donné un sursis aux législatives et mesure le risque d'apparaître comme le « diviseur de la gauche » (les mêmes facteurs qui déterminent l'attitude d'Olivier Faure au PS).

Roussel a un avantage sur Laurent, il a plus de présence médiatique. Il joue « le monde du travail » (un terme emprunté aux papes de la fin du 19^e siècle pour contrer le vocabulaire de « classe ouvrière ») contre « le peuple » de Mélenchon. Mais c'est une façade qui cache le même genre de populisme que LFI et qui patauge dans des eaux troubles où prospère le RN.

Ils ont transformé nos frontières en passoires et ouvert la France aux quatre vents, et ils reviennent la bouche en cœur en nous parlant de souveraineté. (Fabien Roussel, Discours de clôture, 10 avril)

Le congrès confirme la suprématie de Roussel sur Laurent. Pour remplacer la Nupes (pour la « dépasser » comme on dit au PCF pour faire hégélien et marxiste), il faut un autre bloc électoral, évidemment du même type que la Nupes, mais en changeant la place du PCF et l'étiquette : « *construisons un nouveau front populaire pour une France libre, heureuse et forte* » (Motion du 39^e congrès). Il est réélu par plus de 80 % des délégués.

La lutte de places

En dehors des élus à plein temps, des assistants parlementaires, des permanents syndicaux, des salariés d'associations et d'éditions proches, des journalistes de sa presse, il faut rétribuer 165 permanents.

Les cotisations et dons représentent 40 % des 28 millions d'euros des recettes en 2022. Mais le nombre d'adhérents baisse constamment.

En 2018, le nombre de camarades cotisants communiqué par les associations départementales de financement était de 42 056, en 2022 il est de 37 737. (Denis Rondepierre, Rapport financier, 19 avril)

Le reversement d'une partie des indemnités des « 7 500 élus » (dont 14 sénateurs et 12 députés) représente 22 % des ressources. Il faut y ajouter l'aide publique directe qui découle des scores électoraux obtenus. Pour 2021, elle se monte à 9 % du budget (2,16 millions d'euros).

Selon le rapport financier au 39^e congrès « 25 % des ressources proviennent des activités et de la gestion des biens du Parti » (Denis Rondepierre, Rapport financier, 19 avril, *pcf.fr*). Pas un mot pour expliquer en quoi elles consistent. C'est aussi le contrôle de ce patrimoine que se disputent les différents clans de l'appareil.

Dans le chapitre du bilan depuis 2018, les élections sont primordiales parce qu'elles déterminent une bonne partie des ressources de la bureaucratie du PCF. On se félicite de conserver quelques villes et élus aux élections municipales de 2020 mais la perte, toujours dans le cadre de « listes d'union », est réelle (- 3 pour les villes moyennes, - 3 pour celles de plus de 20 000 habitants).

En 2021, les élections régionales et départementales se soldent par un recul avec la perte du Conseil départemental du Val-de-Marne et de ses prébendes. Lors des européennes la liste de Ian Brossat, « Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent », ne fait que 2,5 % et le congrès regrette amèrement la perte des sièges de députés : « Notre absence du Parlement européen est un handicap. » (p. 9).

Bien sûr, on se gargarise du « souffle nouveau » et du « talent » de la candidature à la présidentielle Roussel en 2022. Le score de 2,3 % (802 000 voix) est « décevant » mais ce serait un « projet de société nouveau » dont le but est une « République sociale et démocratique, laïque et universaliste pour rendre au peuple sa souveraineté » (p. 10). En guise de nouveauté, on repassera !

Aux élections législatives de 2022, si la Nupes permet au PCF d'avoir 2 députés de plus, les gains bien supérieurs de LFI font grincer des dents.

La formation de cette coalition, dans les conditions imposées par La France insoumise, en ne tenant pas compte de la réalité des rapports de force locaux, aura interdit au PCF de reconquérir des sièges dans des circonscriptions où il est pourtant influent, handicapant la progression de toute la gauche. (p. 11)

« Anthropocène » et « biens communs »

S'ils cherchent une analyse scientifique du capitalisme et un programme révolutionnaire, les travailleurs et les étudiants peuvent s'abstenir de lire la suite du document du PCF. On nage dans l'impressionnisme et le recyclage des théories en vogue au sein de la bourgeoisie : « une ère nouvelle, l'Anthropocène, où l'activité humaine devient une source majeure de changements de la planète » (p. 12). Ainsi, chaque humain est rendu coupable de la crise climatique... et le capitalisme n'est pas mis en cause. Si la question est bien « globale », la perspective n'est pas la révolution mondiale mais une issue lointaine et surtout nébuleuse : « Des potentialités et des contradictions existent pour arracher ces biens à la domination du capital et en faire des biens communs » (p. 13). Les autres biens doivent donc rester soumis à la domination du capital ?

Aucune expropriation des capitalistes, aucun pouvoir ouvrier n'est nécessaire. Refusant de partir de la lutte des classes, on retrouve la formule « dépasser le capitalisme » tout en parlant vaguement « du besoin urgent de communisme » (p. 12). Comment dépasser le capitalisme sans révolution sociale, sans armement des travailleurs, sans destruction de l'État bourgeois, sans expropriation du capital ? Comment satisfaire le besoin de communisme sans dictature du prolétariat et sans États-Unis socialistes d'Europe, sans suppression de l'exploitation et planification consciente par les producteurs à l'échelle mondiale ?

Le capitalisme français n'est jamais caractérisé comme un impérialisme. Il semble que le seul impérialisme au monde est les États-Unis.

Miser sur l'ONU et le FMI ?

Pour contrer l'inflation et « continuer à combattre l'hégémonie du dollar » (p. 14), le PCF mise sur le FMI avec l'« émission massive des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune mondiale » (p. 15), puisque « de grands pays comme la Chine ou l'Inde, ont aussi formulé une proposition similaire » (p. 15). Une affirmation qui a dû plaire à la petite délégation du Parti communiste chinois, le parti unique de la bourgeoisie chinoise, le deuxième impérialisme mondial, n'en doutons pas.

De même, pour l'invasion de l'Ukraine par l'impérialisme russe, le « règlement » doit se faire dans le cadre

de l'ONU, avec une « sortie de l'OTAN » et l'« appel des dirigeants chinois à la désescalade et à une nouvelle sécurité collective peut être un point d'appui précieux pour la paix » (p. 16).

Pas question de révolution mondiale et de liquidation, au passage, des organismes de coopération entre puissances impérialistes qui subsistent : « les instances internationales multilatérales sont à remodeler » (p. 19) car l'ONU pourrait réformer l'OMC, le FMI...

Changer simplement de gouvernement ?

Aujourd'hui, le PCF donne des bons points aux coalitions de partis réformistes gérant leur capitalisme : « le PCF salue l'action des communistes espagnols dans le gouvernement de coalition de gauche » et aux blocs avec des partis bourgeois qui préservent le capital : « les gouvernements de gauche au Chili, en Colombie, en Bolivie, au Brésil sont des points d'appui » (p. 21). De la même manière, il avait vanté en 2015 la coalition gouvernementale en Grèce de Syriza et d'ANEL (un parti du type Debout la France, avec qui il avait des relations). Le gouvernement Tsipras avait évidemment défendu le capitalisme grec, respecté les privilèges de l'Église orthodoxe, capitulé devant les impérialismes français et allemand qui contrôlent l'Union européenne, infligé l'austérité à sa classe ouvrière. La Nupes ou un hypothétique Front populaire ne feraient pas mieux.

Malgré l'expérience grecque, le PCF prétend toujours qu'une bonne UE est possible : « une Europe qui rompe avec la logique néolibérale des traités européens actuels » (p. 24).

En France, le pays vit « un moment d'une gravité exceptionnelle » (p. 27) et « une crise systémique du capitalisme monopoliste d'État » (p. 28). Pour y mettre fin, rien de plus simple. Il suffit de bien voter, alors on pourra « imposer une autre intervention de l'État » qui est « un enjeu de classe qui mûrit dans la crise » (p. 29) et accorder plus de place dans les groupes capitalistes (les monopoles) aux « représentants des salariés », en fait les bureaucrates syndicaux.

En laissant la propriété des entreprises aux mains d'une minorité exploiteuse, en laissant intact son appareil d'État, prétendre que « les salariés doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets de restructuration et de licenciements » (p. 47), c'est dormir debout. Jamais les nombreux gouvernements auxquels le PCF a participé n'ont accordé un tel droit. Le gouvernement espagnol actuel ne leur donne évidemment pas. Un



PARIS, 19 MAI 2021, MANIFESTATION DE FLICS SOUTENUE PAR LE PCF
ROUSSEL Y ÉTAIT / PHOTO CHRISTIAN HARTMANN

gouvernement de la Nupes ou d'un « nouveau Front populaire » ne le fera pas davantage.

Pour le PCF, la police et l'armée françaises doivent rester armées et le peuple désarmé

Je ne suis pas de ceux qui soutiennent la violence ni la cautionnent ou la justifient. Et les communistes ont toujours respecté les institutions et en même temps voulu les transformer radicalement, de manière démocratique. Je me situe dans le camp républicain. (Fabien Roussel, *L'Express*, 3 avril 2023)

Le secrétaire général du PCF s'affiche le 19 mai 2021 au rassemblement réactionnaire de policiers contre le prétendu laxisme de la justice et pour plus de moyens pour intimider et réprimer, comme les travailleurs et les étudiants qui défendaient les retraites viennent de l'expérimenter.

Selon le congrès, l'appareil de répression doit juste être aménagé et en fait renforcé, avec « plus de moyens » pour la police bourgeoise et pour la justice bourgeoise.

La tranquillité publique nécessite de refonder l'organisation, la formation des forces de police et la redéfinition de leurs missions, pour passer d'un objectif de maintien de l'ordre social à celui de maintien de l'ordre public et de protection des citoyen-nes. Il est également urgent d'agir et de redonner des moyens humains et financiers pour sauver du naufrage les institutions judiciaire et carcérale. (p. 47)

Quant à l'armée française, ses bases à l'étranger et ses interventions contre des pays dominés, pas un mot dans le projet du PCF. En coulisse, les députés et sénateurs PCF réclament aussi « plus de moyens » pour l'armée impérialiste française.

Cahiers révolution communiste

- n° 31 *La Chine impérialiste*, 2021
- n° 30 Denis, *Les marxistes et l'émancipation des femmes*, 1976
- n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
- n° 28 *La révolution hongroise de 1956*, 2016
- n° 27 *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
- n° 26 *Les marxistes et l'écologie*, 2021
- n° 25 Marx, *La guerre civile en France*, 1871
- n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, compilation 1902-1913
- n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
- n° 22 *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
- n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, compilation 1936
- n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, compilation 1935
- n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, compilation 1934
- n° 18 *Plateforme internationale*, 2017
- n° 17 *Programme pour la France*, 2017
- n° 16 *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
- n° 15 Lénine, *L'État et la révolution*, 1917
- n° 14 Casanova, *L'Espagne livrée*, 1939
- n° 13 Marx, *Manifeste du parti communiste*, 1847
- n° 12 Trotsky, *La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale*, 1940
- n° 11 *En défense des retraites*, 1995
- n° 10 Marx, *Salaire, prix et profit*, 1865
- n° 9 *Bolchevisme contre lambertisme*, 2016
- n° 8 *L'Ukraine déchirée par les impérialismes*, 2015
- n° 7 Lénine & Zinoviev, *Le socialisme et la guerre*, 1915
- n° 6 Marx, *La crise*, compilation 1847-1875
- n° 5 Trotsky, *L'agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, 1938
- n° 4 *M&R/VdT et la guerre mondiale*, 2015
- n° 3 *Chili 1970-1973*, 2004
- n° 2 Luxemburg, Lénine, Trotsky, *Armer le peuple*, compilation 1911-1934
- n° 1 *Plateforme pour le communisme*, 2013

4 euros par la poste à l'ordre de l'ARTP (voir p. 12)
3 euros auprès des militants

J'ai eu rendez-vous avec le préfet maritime. J'ai ensuite fait la visite d'un sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire. Ce que j'ai découvert à cette occasion, c'est le grand âge de notre équipement. On prend conscience comme ça de la nécessité de mettre à niveau notre équipement militaire. (André Chassaigne, député PCF, Var-Matin, 2 février 2018)

La loi de programmation militaire est la colonne vertébrale du budget de donc de l'action de l'armée, mais cette loi manque sa cible car améliorer les conditions de vie et de travail de nos soldats ne peut se faire à moitié... Je suis dubitatif sur le fait que la loi de programmation militaire permette de rattraper, à la hauteur des besoins, les retards pris depuis plusieurs décennies. (Jean-Paul Lecoq, député PCF, Journal officiel, 22 juin 2021, p. 6584-6585)

Démasquer la contrefaçon, revenir au communisme

Nous n'avons pas d'autre intérêt que celui de servir la France. J'ai confiance. Parce que j'aime mon pays et que je sais ce dont il est capable. Vive le Parti communiste français ! Vive la France ! Vive la République ! (Fabien Roussel, Discours de clôture, 10 avril)

Ce parti est devenu chauvin en 1934, il a basculé dans l'alliance avec les partis bourgeois (le premier « Front populaire ») en 1935, il a applaudi à l'arrestation, au procès et à l'exécution de la plupart des dirigeants du Parti bolchevik de 1936 à 1938, il a fourni des ministres à de Gaulle en 1944, il a désarmé les travailleurs et dénoncé les grèves en 1945, il a soutenu l'écrasement des conseils ouvriers en Hongrie en 1956, il a mis fin à la grève générale en juin 1968 sous prétexte d'élections appelées par de Gaulle, il a renié la dictature du prolétariat en 1976, il était au gouvernement qui a décidé l'austérité en 1982, il était au gouvernement qui a privatisé à tour de bras de 1997 à 2002... Il ne garde le nom de communiste que pour abuser le prolétariat.

Toute son orientation est en réalité en défense de la bourgeoisie française, de son État. Il faut construire un parti ouvrier révolutionnaire contre tous les partis sociaux-chauvins. Alors, la révolution prolétarienne détruira l'État bourgeois, en s'inspirant de la Commune de Paris.

C'est ne pas être un socialiste qu'espérer la réalisation du socialisme en dehors de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat. (Vladimir Lénine, « À propos du mot d'ordre de désarmement », octobre 1916, Œuvres, t. 23, Progrès, p. 105)

21 avril 2023

Premier mai : pour en finir avec le capitalisme pourrissant, pour le pouvoir des travailleurs !

La survie du capitalisme menace l'humanité

Les gouvernants en place bavardent tous, chacun à sa manière, sur la démocratie, l'écologie et la paix mais subventionnent des entreprises capitalistes extractives, manufacturières, agricoles qui gaspillent les ressources, émettent inutilement des gaz à effet de serre et polluent durablement. Les États bourgeois consacrent des budgets grandissants à l'espionnage et la répression de la population ainsi qu'aux armées. Alors qu'une partie significative de la population mondiale, même dans les pays impérialistes, ne mange pas correctement, n'a pas de logement décent, n'accède pas à des soins et à une éducation de qualité, les dépenses militaires mondiales ont dépassé en 2021 2 000 milliards de dollars soit presque 6 % des budgets.

L'Éthiopie a écrasé en novembre 2022 l'insurrection du Tigré avec l'aide de l'armée érythréenne. La Russie mène une guerre coloniale et destructrice en Ukraine. La dictature militaire a déclenché en Birmanie/Myanmar une guerre civile contre ses peuples. Des organisations criminelles se sont emparées d'Haïti. Le territoire de la Syrie est disputé entre le régime tortionnaire du Baas, soutenu par la Russie et l'Iran, et les factions islamistes dont certaines appuyées par la Turquie. Israël bombarde périodiquement en Syrie et parfois au Liban. La Turquie occupe une partie de la Syrie et bombarde en Irak. La Chine et l'Inde se livrent régulièrement à des escarmouches dans l'Himalaya. Deux fractions de l'armée se disputent le Soudan. Les deux principales puissances impérialistes (États-Unis, Chine), se défient militairement en mer de Chine.

Le réchauffement climatique se poursuit, absolument pas freiné malgré les accords internationaux des COP, à cause de la logique du profit, de la rivalité entre États et de la concurrence entre firmes. Il s'accompagne de pollutions de l'environnement, de perte de diversité biologique, de pénurie grandissante d'eau douce, de déforestations massives et de détérioration des terres cultivables. Sans oublier les dramatiques pandémies causées par des agents pathogènes d'origine animale (ébola, covid...), résultat prévisible de la pression brutale de la production capitaliste humaine sur les habitats naturels des autres espèces.

Ralentissement économique mondial et inflation

Le capitalisme fonctionne de manière cyclique, il est secoué inévitablement de crises économiques qui rétablisse-

ment temporairement les conditions de l'accumulation élargie du capital. Mais, à cause des subventions des gouvernements qui cherchent à sauver leurs propres entreprises et des politiques permissives des banques centrales, la destruction du capital mondial a été limitée lors des dernières récessions mondiales, dont celle de 2020-2021. Par conséquent, les phases d'expansion économique qui leur succèdent sont d'ampleur restreinte et semblent plus courtes : la croissance mondiale devrait se limiter selon le FMI à 2,8 % en 2023.

S'y ajoute la remontée du protectionnisme sous toutes ses formes qui conduit à une certaine fragmentation du marché mondial, limite la croissance mondiale et alimente l'inflation : le commerce international de biens et de services n'augmenterait selon l'OMC que de 1,7 % en 2023.

La dernière reprise s'est accompagnée d'une poussée d'inflation : 8,7 % de hausse des prix à l'échelle mondiale en 2022 selon le FMI. Dans plusieurs États, la monnaie ne joue plus correctement son rôle : en 2022, en Turquie, l'inflation a dépassé 64 % et en Argentine 94 %. En réalité, l'augmentation des prix de l'alimentation, de l'énergie et du logement dépasse de loin les taux moyens d'augmentation des prix et a atteint un niveau douloureux pour les travailleurs salariés de tous les pays.

Face à l'inflation, la politique monétaire restrictive des principales banques centrales tend à faire monter les taux d'intérêt mondiaux au détriment des économies nationales les plus faibles, des États les plus endettés, des entreprises « zombies » non rentables dont les banques les plus fragiles. La remontée des taux bancaires affecte particulièrement les familles travailleuses endettées dans les États où le crédit bancaire est à taux variable.

Les rivalités impérialistes déclenchent une escalade militaire mondiale

Dans la période de déclin du capitalisme (la phase impérialiste), les principaux États, inévitablement, défendent l'ancien partage du monde qui leur était avantageux ou le remettent en cause pour ouvrir la voie à leurs groupes capitalistes contre leurs concurrents étrangers.

La situation mondiale est marquée par la rivalité grandissante entre les États-Unis qui restent la première puissance impérialiste et la Chine, une puissance impérialiste ascendante qui remet en question le partage du monde. Les autres puissances impérialistes (Japon, Allemagne, Grande-Bretagne, France, Russie, Italie...) sont écartelées entre ces deux pôles.





Ainsi, l'État américain tente d'étrangler le capitalisme chinois en limitant ses exportations et en le privant des composants électroniques nécessaires à la montée en gamme de son industrie (et de son armée). Au plan militaire, l'État américain a de loin le plus grand budget militaire du monde. Avec l'excuse de la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine, il renforce l'OTAN et tente de rallier l'Union européenne contre la Chine. En outre, il a conclu en 2021 une nouvelle coopération militaire avec l'Australie et la Grande-Bretagne (Aukus) et multiplie les démonstrations militaires avec ses alliés, dont les Philippines et le Japon, en mer de Chine. De son côté, l'État chinois rallie la Russie et le Brésil. Avec le 2^e budget militaire du monde, il raffermirait son contrôle de Hongkong, militarise des îlots de mer de Chine et mène des manœuvres militaires dans le détroit de Taïwan.

La montée mondiale du militarisme généralisé se fait sans souci de limiter les pollutions ou d'économiser l'énergie. L'armée bourgeoise et ses services secrets constituent non seulement un fardeau fiscal pour les travailleurs, mais un outil répressif contre leur émancipation.

La réaction sur toute la ligne

Dans les économies les plus avancées, les États reviennent sur les conquêtes sociales antérieures. Même les démocraties bourgeoises les mieux établies s'en prennent aux libertés : espionnage systématique de leur population, restriction au droit de grève, de circulation, de manifestation, de publication... D'anciens présidents (Trump, Bolsonaro) remettent en cause les élections quand elles leur sont défavorables et lancent des bandes fascistes faire pression sur les institutions. Partout, des partis politiques bourgeois et des démagogues populistes misent sur la xénophobie, la religion, le racisme, le machisme, le complotisme... Les travailleurs immigrés, les femmes travailleuses et les minorités ethniques, religieuses ou sexuelles sont les premières victimes de la montée de la réaction mondiale.

L'État indien persécute les musulmans et occupe militairement le Cachemire. Israël, basé sur la colonisation de la Palestine, la poursuit inévitablement en Cisjordanie et à Jérusalem, tout en aggravant l'apartheid contre les Arabes en son sein. La Russie capitaliste ne peut se défendre face la pression militaire et économique des États-Unis et de l'Union européenne qu'en niant le droit

à l'existence de l'Ukraine et en réprimant de plus en plus sa propre population. La Turquie persécute les Kurdes au sein de ses frontières, son armée les attaque en Irak et en Syrie. En Iran, le régime des ayatollahs issu de la contre-révolution bourgeoise de 1979 opprime plus que jamais les femmes et les minorités nationales. Le régime quasi-féodal des talibans revenu au pouvoir en 2021 interdit désormais aux citadines de travailler et aux filles d'étudier.

La crise de direction du mouvement ouvrier

Depuis le 1^{er} mai 2022, la population laborieuse a mené des luttes d'envergure dans tous les continents, en particulier au Pérou, contre la destitution du président élu et la répression policière ; en Iran, contre l'obligation du voile ; en Chine, contre le confinement excessif ; en Grande-Bretagne, au Sri Lanka, en Belgique, en Autriche, en Tchéquie, en Allemagne, aux États-Unis... contre l'inflation ; en France, contre le report de l'âge de la retraite.

Mais les directions actuelles de la classe ouvrière mondiale ne servent pas réellement les intérêts des travailleurs. Les syndicats majoritaires restent aux mains de bureaucraties corrompues et parfois liées à des partis bourgeois comme aux États-Unis, en Argentine, en Algérie... Par conséquent, en Grande-Bretagne, en Belgique, en France... les chefs syndicaux refusent d'appeler à la grève générale jusqu'à la victoire. En Grande-Bretagne, ils ont même suspendu les grèves quand la reine est morte.

La restauration du capitalisme en 1992 en Russie, en Chine a aggravé la crise du mouvement ouvrier. Les vieux partis ouvriers-bourgeois (« travaillistes », « sociaux-démocrates », « communistes ») obéissent plus que jamais à leur classe dominante. Les partis créés sur leur modèle (PT brésilien, DL allemand, Respect britannique, Syriza grecque, Podemos espagnol, LFI française, PT belge, PSOL brésilien...) ne valent pas mieux.

Le LP britannique, plus monarchiste que jamais, est favorable à l'OTAN et refuse de soutenir les grèves ; le SPD allemand gouverne avec les Verts et le Parti libéral ; le PSOE, le PCE et Podemos forment en Espagne un gouvernement social-impérialiste enthousiasmé par l'escalade militaire de l'OTAN ; au Brésil, Lula a pour vice-président un vieux politicien bourgeois, s'oppose au droit à l'avortement et s'agenouille devant l'état-major de l'armée ; au Népal, le PCUN-M est actuellement membre du gouvernement bourgeois ; le SACP de même en Afrique du Sud ; le KPRF russe soutient l'invasion de l'Ukraine ; les DSA étasuniens sont dans le Parti démocrate et servent de piétaille à l'impérialiste Biden ; etc.

Le centrisme contribue à la confusion et à l'émiettement

La direction de la 4^e Internationale, créée pour remplacer l'Internationale ouvrière et l'Internationale commu-

niste, a révisé son programme en 1949-1951. L'éclatement qui s'en est suivi et qui se poursuit a engendré une foison de sectes stériles et une vingtaine de courants opportunistes rivaux qui se sont tous adaptés au « réformisme » ou au nationalisme bourgeois.

Le PTS et le PO argentins ont voté le 3 septembre, avec les partis bourgeois au pouvoir, une motion au parlement régional de Buenos-Aires « pour la paix sociale ». Ces derniers mois, LO, le NPA-B, CR et RP français, le SWP, le SP, l'AWL, ACR et WF britanniques se sont alignés sur les appareils syndicaux qui ont multiplié les « journées d'action » et éparpillé les grèves. Lors de la pandémie de covid, des « trotskystes » (LO, NPA et RP français, SL étasunienne, RKOB autrichienne...) ont appuyé les manifestations contre les masques et les vaccins dirigée par des complotistes et des fascistes.

Certaines organisations incarnant le « trotskysme » dans leur pays sont entrées dans des blocs avec les islamistes : le SWP britannique avec Respect en 2004, le PT algérien avec la plateforme de Rome en 1995. À partir de 2011, plusieurs groupes se réclamant du trotskysme (CST brésilien, IS argentine, RKOB autrichien, CWG néo-zélandais...) ont présenté les djihadistes comme menant une révolution en Syrie et l'un d'entre eux (LOI argentine) leur a même fourni des troupes.

Plusieurs organisations avancent l'assemblée constituante dans des pays où elle ne peut avoir qu'une fonction contrerévolutionnaire : le PTS, le PO et le MST en Argentine, le PTU et la CST au Pérou, le POI et le POID en France... D'autres présentent les flics comme des travailleurs comme les autres : SP britannique, LO française, PSTU brésilien, SP irlandais... Tous refusent de prôner et d'organiser l'autodéfense contre la police, l'armée et les fascistes.

Nombreux sont les courants « trotskystes » qui refusent de condamner l'invasion de l'Ukraine ou qui mettent sur le même plan l'opresseur sioniste et le peuple arabe en Palestine/Israël. Certains refusent de se prononcer pour l'ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire, pour la révolution socialiste mondiale

La bourgeoisie, même dans les pays dominés, ne peut plus jouer de rôle progressiste. La stratégie qui répond à la phase impérialiste est la révolution permanente adoptée au 20^e siècle par la 4^e Internationale.

Il est possible de mettre fin à tout ce monde pourri si, par-delà les frontières, l'avant-garde des travailleurs se regroupe dans une internationale ouvrière révolutionnaire basée sur le marxisme. Dans chaque État, l'internationale aidera à construire un parti de type bolchevik pour exproprier le grand capital et détruire l'État bourgeois, instaurer un gouvernement ouvrier basé sur les



conseils armés des travailleurs des villes et des campagnes.

Alors, la classe ouvrière pourra prendre le pouvoir à la tête des luttes contre l'exploitation et l'oppression, pour les libertés démocratiques et le droit des nations opprimées, pour l'égalité des femmes et pour la défense de l'environnement. La dictature du prolétariat ouvrira la voie du socialisme-communisme mondial débarrassé de l'État, un mode de production basé sur l'égalité et la solidarité, où les travailleurs géreront consciemment les ressources, la production et la répartition au profit de l'humanité actuelle et future.

1^{er} mai 2023

Collectif révolution permanente
(Argentine, Autriche, Espagne, France, Turquie)

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : Étienne Valyi, imprimé par le GMI.

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 15 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site de EKIB /Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupermarxiste.info

Site de IKC / État espagnol : www.ikcirklo.org

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Le mouvement ouvrier et la grève générale (2)

1850-1905

Votez Mélenchon et vous aurez la retraite à 60 ans. Pas besoin de faire des grèves qui vous coutent cher ou qui sont dangereuses. (Jean-Luc Mélenchon, LFI, 20 mars 2022)

La grève générale, c'est dangereux. (Anasse Kazib au Forum RP, Presles, 29 mai 2022)

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. (Lev Trotsky, 28 mars 1935)

La 1^{re} Internationale prend position

L'Association internationale des travailleurs (AIT, 1864-1872, appelée rétrospectivement « 1^{re} Internationale ») est fondée par la convergence des syndicalistes britanniques et des groupes proudhoniens français ou belges, mais elle est animée de fait par Marx. La fraction communiste combat, au sein de l'AIT, ceux qui s'opposent aux grèves et aux syndicats, qu'ils soient disciples de Proudhon ou d'Owen [voir Marx, *Salaire, prix et profit*, juin 1865].

Mais le Conseil général de l'AIT est confronté à une nouvelle forme d'anarchisme. Bakounine, venu du nationalisme panslave et de la démocratie bourgeoise, combine alors deux doctrines socialistes antérieures, celle de Proudhon (abstention politique) et celle de Blanqui (société secrète, coup de force d'une minorité).

Un noyau secret des bakouninistes, la Fraternité internationale révolutionnaire, se cache derrière l'Alliance

internationale de la démocratie socialiste puis des groupes « anti-autoritaires » adhérant à l'AIT. Il se dispense de l'analyse des conditions sociales, idéologiques et politiques de la révolution prolétarienne qui distingue le socialisme scientifique. Sa cible est l'État, pas le capitalisme.

La puissance réside dans les positions que fait aux hommes privilégiés l'organisation des choses, c'est-à-dire l'institution de l'État. (Mikhaïl Bakounine, « Programme et objet de l'Organisation secrète révolutionnaire des frères internationaux », 1868, dans Daniel Guérin, *Ni Dieu, ni maître*, La Découverte, 2011, p. 227).

Dans ce cadre, Bakounine fait de la grève générale le moyen de réaliser immédiatement le communisme, en faisant disparaître instantanément l'État. Il ne comprend toujours pas que le prolétariat, après avoir abattu un État bourgeois, doit constituer temporairement son propre pouvoir, pour sauver la révolution contre la réaction, pour étendre la révolution, pour développer les forces productives qui permettront de passer au socialisme-communisme mondial.

Une grève générale, avec les idées d'affranchissement qui règnent aujourd'hui dans le prolétariat, ne peut aboutir qu'à un grand cataclysme qui ferait faire peau neuve à la société. (Mikhaïl Bakounine, « La double grève de Genève », 3 avril 1869, *Oeuvres*, Stock, t. 5, 1895, p. 51)

Le 3^e congrès de l'AIT qui se tient en 1868 à Bruxelles adopte une résolution favorable aux syndicats (« sociétés de résistance ») et aux grèves, tout en précisant clairement qu'elles ne suffisent pas à émanciper le prolétariat du capitalisme.

La grève n'est pas un moyen d'affranchir complètement le travailleur, mais elle est souvent une nécessité dans la situation actuelle de lutte entre le travail et le capital. (« Résolution », *La Première Internationale*, UGE, 1976, p. 208)

L'apologie de la grève générale par les « anti-autoritaires » couvre l'impuissance politique, voire prépare la capitulation devant la bourgeoisie démocratique. En Espagne, où ils sont influents, les bakouninistes conduisent en 1873 des grèves éparpillées et se noient, au nom du fédéralisme, dans les municipalités « progressistes ». Le gouvernement, qui reste centralisé, écrase militairement ville par ville l'insurrection [voir Engels, *Les Bakouninistes au travail*, octobre 1873].



Une grève générale en Pologne appelée en 1883 par Proletariat

Par la suite, la lutte des classes pose le problème de la grève générale, mais la transforme toujours en grève politique et montre qu'elle ne suffit pas à vaincre les classes exploiteuses.

En 1883, le Parti socialiste-révolutionnaire du prolétariat organise une grève générale dans la partie de la Pologne rattachée à la Russie (les autres relèvent de l'Allemagne ou de l'Autriche).

En avril 1883, le parti Proletariat réussit à organiser une série de grèves en Pologne, en particulier une grève générale près de Varsovie. Le gouvernement dut envoyer des troupes pour lutter contre les grévistes. (John Nettl, La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg, 1966, Maspero, 1972, t. 1, p. 55-56)

La répression tsariste est extrêmement violente. 4 dirigeants de Proletariat sont pendus. Certains militants survivants se retrouveront dans les deux sections polonaises de l'Internationale ouvrière (1889-1914, appelée rétrospectivement « 2^e Internationale ») : le PSP de Jozef Pilsudski nationaliste polonais né en 1892 et sa scission internationaliste la SDKP de Rosa Luxemburg.

Les grèves illimitées en Grande-Bretagne de 1886 à 1889

À partir de 1886, en Grande-Bretagne, des syndicalistes (James Hardie...), des éléments de la Social Democratic Federation (Will Thorne, Annie Besant, Tom Mann, John Burns...), le journal *Labour Elector* (Henry Champion) qui plaide pour un parti ouvrier et le noyau communiste de la Socialist League (Eleanor Marx, Edward Aveling...) lancent le « nouveau syndicalisme » qui organise pour la première fois les chômeurs, les intermittents, les Irlandais, les femmes...

Ces syndicats de branche mènent des grèves illimitées dans les entreprises comme en 1888 celle des ouvrières de la fabrique d'allumettes Bryant & May de Londres qui est évoquée dans le roman *Retour à Whitte Chapel* et dans le film *Enola Holmes 2*. L'année suivante, Engels salue la victoire de la grève d'un mois des débardeurs du port de Londres aidée par les dockers d'Australie (mieux organisés) et par l'Église catholique (minoritaire et dont beaucoup d'adeptes sont irlandais). Les patrons du port cèdent sous la pression du maire quand les dirigeants syndicaux menacent d'une grève générale étendue à tout Londres.

C'est le mouvement le plus prometteur que nous avons vécu depuis des années, je suis content et fier d'avoir vécu pour l'avoir connu. Si les dockers

s'organisent, tous les autres secteurs suivront. (Friedrich Engels, « À propos de la grève du port de Londres », 20 août 1889, Engels & Marx, On Britain, Progress, 1971, p. 401)

Face à la violence contrerévolutionnaire du capital et de son État, Engels encourage la contre-violence révolutionnaire qui accompagne tout véritable mouvement prolétarien (dont les grèves illimitées).

À l'automne et à l'hiver de 1889-1890, les employés du gaz essayèrent d'obtenir la journée de huit heures... La grève la plus rude eut lieu à Leeds où, sur l'initiative de Will Thorne [qui avait appris à lire grâce à Eleanor Marx], un cortège de jaunes [recrutés par le patronat pour briser la grève] gardé par la police et par les soldats fut bombardé de briques et autres projectiles au moment où il passait sous un pont de chemin de fer. Et, pour le plus grand écoeurement de nombreux dirigeants des anciens syndicats, Thorne se vanta ouvertement du rôle qu'il avait joué dans cette échauffourée et dit qu'il recommencerait volontiers. Il fut ravi quand Friedrich Engels lui offrit un exemplaire du « Capital » de Marx, dédié « au vainqueur de la bataille de Leeds ». (Henry Pelling, Histoire du syndicalisme britannique, 1963, Seuil, 1967, p. 109-110)

La surestimation de la grève générale par l'anarchosyndicalisme

Après l'écrasement de la Commune de Paris (1871) et le retrait de l'activité militante de Bakounine (1873), la mouvance anarchiste oscille entre plusieurs voies : la fuite en avant dans le terrorisme (Malatesta), un socialisme darwinien considérant que la nature conduit l'espèce humaine à la solidarité (Kropotkine), la reconnaissance du rôle prédominant du prolétariat et le choix du syndicalisme (Pelloutier, Pouget). Ce dernier courant, l'anarchosyndicalisme, reste hostile à tous les partis politiques et, par-dessus tout, à toute participation aux élec-

GRÉVISTES DE BRYANT & MAY, 1888



tions et aux parlements bourgeois, et fait de la grève générale la panacée capable de résoudre « la question sociale ».

En France, le journaliste Fernand Pelloutier, délégué des bourses de travail de Saint-Nazaire et de Nantes, fait adopter la grève générale comme un « moyen pacifique et légal » au congrès ouvrier régional de l'ouest en septembre 1892. Son ami, l'avocat Aristide Briand, délégué de la bourse du travail de Saint-Nazaire et du syndicat des métallurgistes de Trignac, se fait le champion de la grève générale contre le suffrage universel et contre l'insurrection au congrès ouvrier national de Marseille en septembre 1892. Ils sont appuyés par les journaux anarchistes *Les Temps nouveaux* et *La Sociale*, alors que *Le Libéraire* condamne le syndicalisme.

Le congrès des chambres syndicales et des bourses du travail de Paris, en juillet 1893, se prononce pour la grève générale et pour une fusion en une organisation corporative séparée du Parti ouvrier. La grève générale est préconisée par Briand, Pelloutier et Capjuzan au congrès de Nantes en septembre 1894 (65 pour, 37 contre, 9 abstentions).

Le congrès suivant, tenu à Limoges en septembre 1895, est considéré comme celui qui fonde la CGT. Le principe de la grève générale est adopté (86 voix pour, 30 contre, 28 abstentions).

La grève générale expropriatrice ne débouchera pas sur un pouvoir socialiste, mais sur une société de type absolument nouveau, reposant sur la libre association de producteurs. C'est que la grève générale devant être une révolution de partout et de nulle part, la prise de possession des instruments de production devant s'y opérer par quartier, par rue, par maison, pour ainsi dire, plus de constitution possible d'un « gouvernement insurrectionnel » d'une « dictature prolétarienne », plus de « foyer » à l'émeute, plus de « centre » à la résistance ; l'association libre de chaque groupe de boulangers dans

chaque boulangerie ; de chaque groupe de serruriers dans chaque atelier de serrurerie ; en un mot, la production libre. (Henri Girard & Fernand Pelloutier, Qu'est-ce que la grève générale ? Leçon faite par un ouvrier aux docteurs en socialisme, décembre 1895, dans Jacques Julliard, Fernand Pelloutier et les Origines du syndicalisme d'action directe, Seuil, 1971, p. 83)

La décision est confirmée au 2^e congrès, à Tours, en juillet 1896. Le rapporteur conclut ainsi : « *En avant pour notre délivrance, par la grève générale qui sera le prélude de la révolution* » (Eugène Guérard, cité par Robert Brécy, *La Grève générale en France*, EDI, 1969, p. 58). Le 3^e congrès de la CGT, à Toulouse, en septembre 1897, confirme que « *la grève générale est synonyme de révolution* » (p. 58).

Le 10^e congrès de la CGT, à Marseille, en octobre 1908, adopte une résolution sur la guerre (670 voix pour, 406 contre) qui se conclut ainsi :

Il faut, au point de vue international, faire l'instruction des travailleurs, afin qu'en cas de guerre entre puissances les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève générale révolutionnaire. (CGT, Compte-rendu des travaux, Imprimerie nouvelle, 1909, p. 213)

La position d'apparence radicale est très insuffisante.

*Le déclenchement de guerres impérialistes dépend des rapports politiques entre les classes et à l'intérieur des classes, aux échelles nationale et internationale... L'éclatement de telles guerres est en soi une défaite de la classe ouvrière et des masses exploitées. En posant ainsi le problème, la plupart des partisans de répondre à l'éclatement de la guerre par une déclaration de « grève générale révolutionnaire » conditionnaient, explicitement ou implicitement, consciemment ou inconsciemment, la « grève générale » dans leur pays à la « grève générale » dans le pays ennemi. Ce qui est une façon comme une autre de se préparer à la « défense de la patrie ». (Stéphane Just, « La grève générale et la question du pouvoir », *La Vérité*, OCI, juin 1980)*

La direction de la CGT et le PS-SFIO soutiendront la guerre en août 1914. Le seul noyau internationaliste qui résistera au chauvinisme viendra du syndicalisme révolutionnaire (Monatte, Rosmer...). Girard, qui était un agent policier (Brécy, p. 67-70), meurt en 1902. Briand deviendra député socialiste et proche de Jaurès cette même année, ministre de 1906 à 1913 et hostile à la syndicalisation des fonctionnaires. Hors du PS, il deviendra président du conseil (premier ministre) de 1915 à 1917, en 1921, en 1925-1926, en 1929, ce qui lui donne l'occasion de réprimer des grèves à plusieurs reprises.).

MONS, MAI 1893



Des grèves générales politiques en Belgique en 1893 et en 1902

En Belgique, le Parti ouvrier belge (POB/BWP) se prononce à son congrès de juin 1887 pour une grève générale pacifique et légale. Il l'affaiblit à l'avance alors que l'État bourgeois, quant à lui, est un des plus violents à l'égard des peuples colonisés et de sa propre classe ouvrière. En 1891, la lutte des dockers d'Anvers et des mineurs de Liège, Charleroi, La Louvière... fait planer la menace d'une grève générale que la monarchie et le gouvernement du Parti catholique (PC/KP) tentent d'empêcher par l'envoi de l'armée. Vandervelde, le chef du POB/BWP, après avoir appelé à l'extension de la grève, freine celle-ci dès que le Parlement décide de mettre en place une simple commission chargée de réviser le mode de scrutin.

Le 11 avril 1893, quand le parti bourgeois clérical PC/KP et le parti bourgeois libéral PLP/PVV font bloc contre une proposition d'extension du suffrage, les mineurs du Borinage et de nombreux militants du POB, exaspérés, se lancent dans la grève. Le POB/BWP s'y rallie. La grève générale menée par 200 000 travailleurs dure jusqu'au 18 avril. L'État bourgeois cède partiellement mais il écarte le vote des femmes et il confère aux hommes employeurs, cadres ou diplômés plusieurs voix (« vote plural »). Néanmoins, en 1894, le POB/BWP obtient 316 000 voix et 28 députés, plus que les libéraux du PLP/PVV.

*Dans la lutte menée en 1886 pour le suffrage universel, la classe ouvrière belge fit usage de la grève de masse comme moyen politique le plus efficace. C'est à la grève de masse qu'elle dut, en 1891, la première capitulation du gouvernement et du Parlement : les premiers débuts de révision de la Constitution ; c'est à elle qu'elle dut, en 1893, la seconde capitulation du parti dirigeant : le suffrage universel au vote plural. Il est clair que, cette fois encore, seule la pression des masses ouvrières sur le Parlement et sur le gouvernement a permis d'arracher un résultat palpable. (Rosa Luxemburg, « L'expérience belge », 23 avril 1902, *La Grève générale en Belgique*, GMI, 2019, p. 27)*

Tout en étant tous deux membres de l'Internationale ouvrière, le Parti ouvrier social-démocrate de l'empire d'Autriche (SDAP) se réclame du marxisme, contrairement au POB. Cependant, les deux convergent dans le légalisme et l'électorisme. L'idée de grève générale politique est reprise lors des manifestations de masse de l'été et de l'automne 1893 en Bohême, en Moravie et en Autriche mais le fondateur du SDAP Victor Adler s'y oppose et l'emporte.

*L'agitation pour l'acquisition du suffrage universel avait reçu un grand encouragement du fait des succès obtenus par le POB qui, en évoquant la menace de la grève générale, avait obtenu en 1893 de larges concessions... Lors du congrès du parti qui se tint à Vienne au début de l'année 1894, Anton Hueber reprocha vivement à Adler d'avoir laissé se briser l'élan révolutionnaire et alla jusqu'à parler de trahison. (Jacques Droz, « La social-démocratie en Autriche-Hongrie », *Histoire générale du socialisme*, PUF, t. 2, 1982, p. 86-87)*

Au congrès du POB/BWP de mars 1902, Vandervelde établit une stratégie d'alliance parlementaire avec le PLP/PVV pour obtenir des réformes politiques et économiques. Mais la mobilisation des travailleurs l'oblige en avril à appeler à la grève générale. En trois jours, le nombre de grévistes atteint 350 000 dans les mines, les aciéries, les carrières et le textile.

Le 18, le gouvernement envoie les forces de répression qui assassinent 6 manifestants et en blessent 14 à Leuven. Le lendemain, le POB/BWP appelle à cesser la grève.

*Ce sont les libéraux qui déterminèrent le programme des socialistes. C'est sur leur ordre notamment que le Parti ouvrier dut renoncer au suffrage féminin pour adopter la représentation proportionnelle comme clause de la constitution. Les libéraux dictèrent également aux socialistes les moyens de la lutte en se dressant contre la grève générale même avant qu'elle eût éclaté, en lui imposant des limites légales lorsqu'elle fut déclenchée... Ainsi, dans toute la campagne, les libéraux alliés des socialistes apparaissent comme les véritables chefs, les socialistes comme leurs exécuteurs soumis... Une grève générale, enchaînée d'avance dans les fers de la légalité, ressemble à une démonstration de guerre avec des canons dont la charge aurait été auparavant jetée à l'eau, sous les yeux des ennemis... La classe ouvrière n'aurait peut-être pas eu besoin de recourir à la violence, si les dirigeants n'avaient pas déchargé leur arme d'avance... En un mot, l'action extraparlamentaire fut sacrifiée à l'action parlementaire, mais, précisément à cause de cela, toutes les deux furent condamnées à la stérilité, et toute la lutte à l'échec. (Rosa Luxemburg, « L'expérience belge », 23 avril 1902, *La Grève générale en Belgique*, GMI, 2019, p. 27-29)*

Heureusement, au sein de l'Internationale, des organisations comme la fraction bolchevik du POSDR de l'empire russe et la SDKP de Pologne et de Lituanie sont d'une autre trempe.

(à suivre)

Histoire du Parti communiste chinois (8) : 1943-1945

Depuis 1931, l'impérialisme japonais étend son occupation de la Chine : en 1937, son armée s'empare du nord et donc d'une grande partie de l'industrie et de l'agriculture. Ce qui reste de la Chine est alors partagé entre le gouvernement officiel du Guomindang nationaliste bourgeois (GMD) de Jiang Jieshi, le bourreau de la révolution chinoise de 1927, et dans une moindre mesure les « zones libérées » sous le contrôle du Parti communiste chinois stalinisé (PCC). Les deux sont officiellement unis contre l'envahisseur japonais sous la pression d'une part de la principale puissance impérialiste, les États-Unis en guerre depuis décembre 1941, et d'autre part de l'État ouvrier dégénéré de l'URSS, en guerre depuis juin 1941, qui sont désormais alliés [voir *Révolution communiste* n° 55].

1943 : le PCC ménage les exploiters des campagnes

L'armée régulière (Armée nationale révolutionnaire) et l'ancienne Armée rouge (renommée Armée populaire de libération) ont en commun d'éviter le plus possible d'affronter directement l'armée japonaise, redoutable mais qui est heureusement pour eux occupée par d'autres fronts. L'ANR se consacre surtout à encercler et contenir l'APL.

Protégé par l'APL, le PCC gère une partie significative du pays, éparpillée entre plusieurs « zones libérées », à l'écart des métropoles. La propriété y est toujours privée même s'il s'efforce d'encourager les coopératives et de réduire les fermages pour conserver sa base, les paysans pauvres. Si tout membre du PCC soupçonné de

s'opposer à la direction est arrêté, souvent torturé par la police de Kang Sheng, sommé de s'autocritiquer en public, sinon exécuté, le gouvernement des zones libérées ménage les grands propriétaires terriens.

Les propriétaires sont en majorité antijaponais... Il faut donc leur laisser leurs droits politiques et ménager leurs intérêts... Les paysans riches sont les capitalistes des zones rurales et représentent une force indispensable ; il convient donc d'encourager leur travail... (Jacques Guillerma, Histoire du Parti communiste chinois, Payot, vol. I, t. 2, 1975, p. 342)

Les capitalistes marchands sont aussi épargnés par le PCC.

Ce même libéralisme marquera la politique commerciale. L'économie des zones libérées à peu près dépourvues de toute industrie ne pouvait se passer des échanges extérieurs soit avec les régions gouvernementales, soit avec les territoires occupés. (p. 342)

Les impôts sont perçus par le gouvernement du PCC dont la capitale est Yan'an (Yenan). Sur cette base, le PCC édifie une bureaucratie étatique aux privilèges réduits mais consistants par rapport à la pauvreté de la population.

La situation économique est difficile, d'autant que le gouvernement officiel établit un blocus économique et militaire des territoires aux mains du PCC.

L'économie des zones rouges demeura rudimentaire et précaire, fragmentée au niveau des régions qui battaient même leur propre monnaie... La situation relativement bonne de la zone frontalière ne saurait valoir pour l'ensemble beaucoup plus peuplé des régions libérées qui connurent, particulièrement de 1941 à 1943, des années d'effrayante misère. (p. 344)

Le territoire se rétrécit. Le PCC doit dans cette période 1941-1943 démobiliser un quart de son armée, augmenter les impôts. Sa monnaie se déprécie.

Mais en 1943, l'armée allemande est battue à Stalingrad et l'armée japonaise commence à reculer face à l'armée américaine en Océanie. Par conséquent, le blocus se desserre sur les territoires du PCC.

C'est dans ces circonstances que nos bases d'appui ont repris leur expansion, que leur population s'est élevée à



plus de 80 millions d'habitants —si l'on compte tous ceux qui nous paient l'impôt en céréales, y compris ceux qui doivent en outre le payer aux autorités fantoches—, que notre armée a vu ses effectifs passer à 470 000 hommes et notre milice populaire à 2 270 000 hommes, que notre parti a pu porter les siens à plus de 900 000 membres. (Mao Zedong, « Notre étude et la situation actuelle », 12 avril 1944, *Oeuvres choisies*, t. 3, ELE, p. 176)

1943 : la « pensée Mao Zedong » est inventée

Staline règne en maître sur l'URSS et l'Internationale communiste, mais ses valets des autres partis sont autorisés à jouir d'un culte analogue à l'échelle nationale. Il est d'autant plus intense en Chine qu'il s'appuie sur un mini-État et que Staline a dissout en 1943 l'Internationale communiste.

*Le portrait de Mao était peint sur les murs des villages et sur les bâtiments publics à travers toute la Chine rouge. On donnait son nom aux écoles : l'école des jeunes cadres Zedong de Yan'an, l'école de la jeunesse Zedong au Shandong. Dès qu'ils avaient trois ans, les enfants apprenaient à chanter : « Nous sommes tous les bons petits enfants du président Mao ». L'hiver suivant, les héros du travail envoyèrent des messages, saluant Mao comme « l'étoile salvatrice » de la Chine — un terme qui, dans les esprits chinois, évoquait le lien entre l'empereur et le ciel. Au printemps 1944, Mao fut invité à semer les premières graines de millet comme autrefois l'empereur labourait symboliquement le premier sillon. (Philip Short, *Mao Tsé-Toung*, 1995, Fayard, p. 344)*

En 1935, Liu Shaoqi s'était rangé du côté de Mao quand ce dernier prit le contrôle du PCC, en dehors d'un congrès, lors de la conférence de Zunyi [voir *Révolution communiste* n° 51]. En 1942, Mao l'appelle à Yan'an. En 1943, il inaugure le règne de « la pensée de Mao Zedong ».

*Tous les membres du parti doivent étudier avec zèle et incorporer les doctrines sur la révolution chinoise et les autres sujets du camarade Mao Zedong. Ils doivent s'armer de la pensée de Mao Zedong. (Liu, « Liquider la pensée menchevik dans le parti », 6 juillet 1943, dans Tony Saich & Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 1151)*

Liu minimise les leçons de l'étranger, oppose le « vrai communisme » de Staline, et par-dessus tout de Mao, au menchevisme (sic) de Chen, Peng ou Li Lisan.

Le vingt-deuxième anniversaire de la fondation du PCC a été l'occasion de lancer deux initiatives qui allaient dominer la période suivante. Il s'agit de la construction publique de la personne de Mao Zedong et de

la révision de l'histoire du parti pour montrer le rôle central et correct que Mao a joué dans cette histoire... Mao Zedong était au centre de ce processus et devait « pénétrer dans toutes les sections et tous les départements de travail ». (Tony Saich et Benjamin Yang, p. 987-988)

Instaurer son propre culte était étranger au mouvement ouvrier avant le stalinisme.

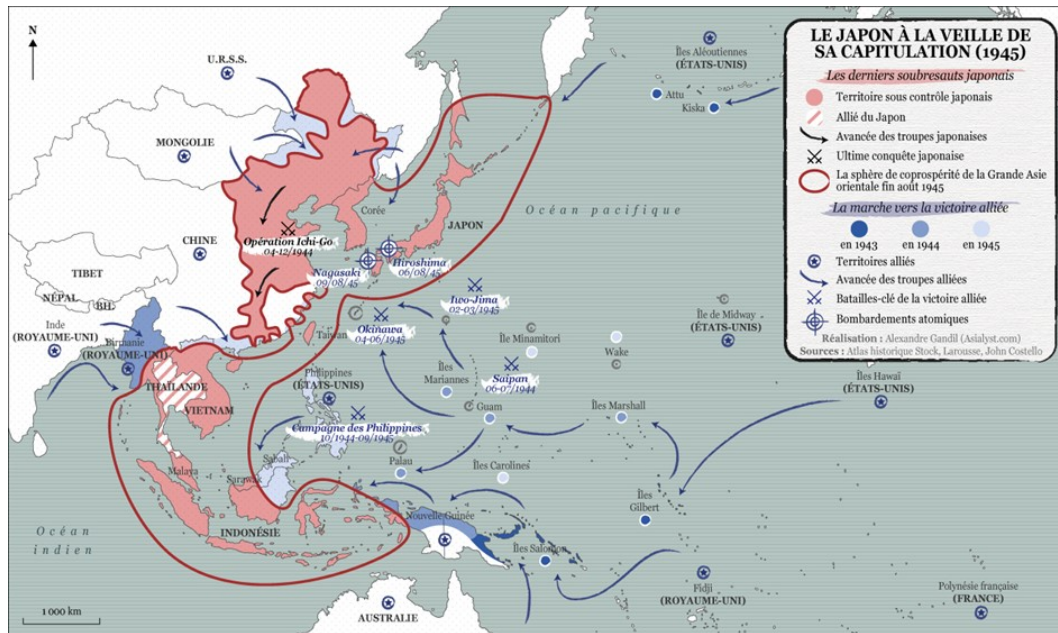
*Il y a deux sortes de pensée de Mao. La première est sa véritable pensée, l'autre est un système de pensée artificiellement fabriqué pour élever le statut de Mao dans le parti et le pays à un rang divin, toujours parfaite, toujours juste, égale, voire supérieure au marxisme. (Wang Fanxi, *Mao Zedong Thought*, 1972, Haymarket, p. 86)*

Liu ne risque guère d'être contredit par la base. Pour façonner l'appareil et marginaliser définitivement Wang, qui a encore des appuis, il est épaulé du sinistre Kang. Les délégués au congrès sont même chapitrés pendant 4 ans avant qu'il se tienne.

*En mars 1943, son nouveau favori rejoint le secrétariat du comité central nouvellement réorganisé, aux côtés de Ren Bishi. Liu a également été nommé adjoint de Mao au conseil militaire révolutionnaire et dirige également le département de l'organisation et le bureau d'enquête du comité central. Son influence au sein du parti s'accroît rapidement, même si formellement il n'est pas membre à part entière du bureau politique. Mao a confié à Liu Shaoqi la responsabilité principale de préparer le septième congrès du PCC, initialement prévu pour le printemps 1941, mais retardé à plusieurs reprises et finalement convoqué en avril-juin 1945. Les délégués qui sont arrivés à Yan'an en 1941 ont dû prendre part, pendant deux à trois ans, à toutes les activités du mouvement zhengfeng [mouvement de « rectification »] sous le contrôle de Liu Shaoqi et de Kang Sheng. Le seul qui refusa de faire son autocritique fut Wang Ming. (Alexander Pantsov & Steven Levine, *Mao, the Real Story*, Simon & Schuster, 2007, p. 336-337)*

1944 : négociations pour remplacer l'occupant japonais

Après plusieurs défaites militaires dans l'océan Pacifique, l'état-major nippon essaie de relier l'Indochine et le nord de la Chine, d'en finir avec les bases américaines du sud de la Chine (d'où l'aviation bombarde ses positions). La possession de toute la Chine et du Vietnam lui assurerait du riz, du caoutchouc, du pétrole, du charbon, du fer... nécessaires à son économie de guerre. Le 17 avril 1944, l'impérialisme japonais



après leur compréhension initiale de notre nouvelle Chine démocratique. Par conséquent, nous ne devons pas considérer leurs visites et leurs observations comme des événements ordinaires, mais comme le développement de notre front uni international et le début de nos relations diplomatiques. (Comité central du PCC, « Directive sur le travail diplomatique », 11 août 1944,

lance « l'offensive Ichigo » : plus de 140 000 soldats envahissent le sud de la Chine. L'armée gouvernementale (ANR) est incapable de résister.

Jiang Jieshi avait perdu la quasi-totalité de l'équipement de 40 divisions, dont celui des unités qui avaient été modernisées par les Américains. 750 000 de ses soldats avaient été tués. Seules avaient été épargnées les armées [du GMD] commandées par Hu Zongnan, qui bloquaient toujours les armées communistes du Nord-Shaanxi et du Gansu. (Alain Roux, Chiang Kai-shek, Payot, 2016, p. 372)

La déroute chinoise ne fait pas l'affaire de l'armée américaine. Sous la pression du gouvernement Roosevelt, le gouvernement officiel doit négocier avec le PCC. Mais les conditions de Jiang sont inacceptables.

Les propositions gouvernementales (mémoire du 5 juin) cherchent à replacer effectivement l'administration et l'armée communiste aux ordres directs du gouvernement... Quant aux questions politiques et d'organisation, elles sont repoussées jusqu'à la convocation d'une assemblée nationale à élire après la fin des hostilités... La levée du blocus militaire et commercial des régions communistes est subordonnée à l'acceptation des propositions du gouvernement. (Jacques Guillermin, Histoire du Parti communiste chinois, vol. I, t. 2, Payot, 1975, p. 358)

Malgré la ligne de la « démocratie nouvelle » et le respect de la propriété privée, Mao peut difficilement céder à de telles exigences. C'est alors l'entrée en scène de l'impérialisme étasunien. Le 22 juillet 1944, une « mission Dixie » arrive à Yan'an pour s'entretenir directement avec la direction du PCC.

Cette fois-ci, des journalistes étrangers et des militaires américains se sont rendus dans notre région frontalière et dans les zones de base situées derrière les lignes ennemies. C'est le début de contacts réels

dans Tony Saich & Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 1212)

Mais rien n'en sort. Moscou et Washington augmentent la pression.

Staline, qui craignait la création d'un protectorat américain en Chine voulait établir des relations par traité avec le gouvernement nationaliste qui garantirait la neutralité de la Chine dans tout combat futur entre les grandes puissances et la reconnaissance des intérêts spéciaux de la Russie en Mandchourie, en particulier les chemins de fer et les concessions portuaires. Il préconisait aussi un accord entre le GMD et les communistes. Le Généralissime, lui, était catégoriquement opposé à des négociations GMD-PCC. Mais sous la pression commune de Washington et de Moscou, il céda à contrecœur. Le 7 novembre 1944, l'émissaire personnel du président Roosevelt, le général de division, Patrick Hurley, se mit en route. (Philip Short, Mao Tsé-Toung, 1995, Fayard, p. 348)

Grossier, prétentieux, le militaire est le stéréotype du « yankee » arrogant. Hurley rédige un projet d'accord GMD-PCC que Mao valide avec la mention d'un « gouvernement de coalition ». Cette fois, c'est Jiang qui repousse l'accord. Pendant ce temps, l'issue de la guerre mondiale ne fait plus de doute.

Le 11 février 1945, à la conférence de Yalta, le sort de la Chine est apparemment scellé. Zone tampon entre l'URSS et les États-Unis, le pays restera sous influence de l'impérialisme et Staline promet, à l'insu du PCC, de ne pas soutenir l'Armée populaire de libération face au régime reconnu par les Alliés.

1945 : Le 7^e congrès du PCC entérine la collaboration avec la bourgeoisie

Le 6^e congrès datait de... 1928. Il s'était tenu à Moscou. La bureaucratie de l'URSS qui avait pris le contrôle du

PCR et de l'Internationale communiste avait alors choisi Li Lisan pour diriger le PCC alors que Mao Zedong conduisait déjà les principales forces militaires dans les campagnes [voir *Révolution communiste* n° 49].

Pour la première fois, le 23 avril 1945, un congrès entérine la suprématie de Mao : sa pensée guide le parti, l'histoire officielle du PCC lui donne raison contre tous ses rivaux, il est le chef suprême. Il présente le rapport politique au congrès. Celui-ci trace une ligne de collaboration avec la bourgeoisie à l'échelle internationale et nationale. Sous le premier angle, il soutient les conférences internationales où les bourgeoisies américaine et britannique s'accordent avec la bureaucratie de l'URSS pour partager les dépouilles de l'Allemagne et du Japon, pour empêcher la révolution d'éclater dans le monde entier comme elle l'avait fait en Europe en 1917-1919.

Le Parti communiste chinois approuve la Charte de l'Atlantique, ainsi que les décisions des conférences internationales de Moscou, du Caire, de Téhéran et de Crimée. (Mao Zedong, « Du gouvernement de coalition », *Oeuvres choisies*, t. 3, p. 272).

Au lieu d'une transition au socialisme mondial menée par les conseils d'ouvriers et de paysans, il préconise « un régime d'État, que nous appellerons démocratie nouvelle et qui sera une alliance démocratique à caractère de front uni » (p. 242). C'est la chimère d'une démocratie qui ne serait ni accaparée par les capitalistes et les propriétaires fonciers, ni exercée par des conseils de travailleurs des villes et des campagnes.

Certains se demandent si, une fois au pouvoir, le Parti communiste ne va pas, à l'instar de la Russie, instaurer la dictature du prolétariat et un régime de parti unique. Nous leur répliquerons qu'entre l'État de démocratie nouvelle, fondé sur l'alliance de plusieurs classes démocratiques, et l'État socialiste, fondé sur la dictature du prolétariat, il y a une différence de principe. (Mao Zedong, p. 248)

Le PCC repousse la révolution socialiste car « à l'étape actuelle, le peuple chinois n'a pas la possibilité d'instituer un régime d'État socialiste » (p. 242). Il suit la voie tracée par le parti nationaliste bourgeois à sa fondation.

Ce que nous préconisons coïncide entièrement avec les thèses révolutionnaires du Dr Sun Yat-sen. Celui-ci écrivait dans le Manifeste du 1^{er} Congrès national du Guomindang : « Dans les États modernes, le système dit démocratique est le plus souvent monopolisé par la bourgeoisie et est devenu un simple instrument pour opprimer le peuple. Par contre, selon le principe de la démocratie du Guomindang, le sys-



1944, YAN'AN : DE GAUCHE À DROITE DE LA PHOTO, ZHU ENLAI, LE COLONEL BARRETT DE LA MISSION DIXIE, MAO

tème démocratique est le bien commun de tout le peuple, et non quelque chose qu'une minorité peut s'approprier. (Mao Zedong, p. 243)

Seules les grandes entreprises seront gérées par l'État, les petits entrepreneurs auront un gouvernement qui veut « assurer le libre développement de cette économie privée capitaliste » (p. 244) durant cette « étape de la révolution démocratique bourgeoise » (p. 245). Pour y parvenir, Mao défend « un gouvernement de coalition qui groupera des représentants de toutes les classes » (p. 256).

Un gouvernement d'union nationale est le débouché politique du front uni antijaponais. Il n'exclut que ceux qui ont collaboré avec l'envahisseur étranger, ce qui se concrétisera en Italie et en France pour désarmer les travailleurs et empêcher la révolution

Il importe avant tout de mettre immédiatement fin à la dictature du seul Guomindang, et de constituer, avec l'approbation de tout le pays, un gouvernement central provisoire, qui soit un gouvernement démocratique de coalition réunissant les représentants de tous les partis et groupements politiques antijaponais, ainsi que des personnalités antijaponaises sans-parti. (Mao Zedong, p. 252)

Le 7^e congrès se termine le 11 juin. Il recense 95 millions de personnes dans les « bases libérées », 1,2 million de membres, une armée de 900 000 soldats, une milice de 2,2 millions d'enrôlés.

La défaite japonaise du 6 août 1945 ne verra pas naître de « démocratie nouvelle », ni même de coalition avec tous les partis bourgeois antijaponais incluant le GMD. Au contraire, une nouvelle guerre civile entre le PCC et le GMD, entre l'Armée populaire de libération et l'Armée nationale révolutionnaire décidera du sort de la Chine.

(à suivre)

ABC du marxisme : syndicat

Le syndicat est une organisation de travailleurs salariés face au patron. Il apparaît en Grande-Bretagne au début du 19^e siècle, simultanément au premier parti politique ouvrier de masse, le chartisme. À rebours du père de l'anarchisme, Proudhon, les premiers communistes y sont instantanément favorables. Leur pronostic est que l'expérience poussera les travailleurs à s'unir à l'échelle nationale et à étendre leurs revendications au domaine politique.

En fait, le syndicalisme du début du 20^e siècle se trouve éclaté entre un syndicalisme de métier qui accepte le cadre du capitalisme et refuse toute action politique (AFL américaine...), un syndicalisme révolutionnaire hostile aussi à l'action politique mais qui prône la révolution sociale (IWW américains, CGT française, CNT espagnole, USI italienne, FOCh chilienne...), un syndicalisme lié aux partis politiques ouvriers (Belgique, Allemagne, Australie, Grande-Bretagne...), un syndicalisme clérical (Belgique, Italie, France, Allemagne...).

Les différences s'estompent car les appareils des organisations de masse, composés d'anciens travailleurs devenus permanents et échappant à l'exploitation, tendent à devenir des « bureaucraties » ouvrières au service de la classe dominante. La guerre entre puissances impérialistes qui éclate en 1914 révèle la corruption et l'intégration des bureaucraties syndicales : en France, l'union sacrée emporte aussi bien la CGT que le PS-SFIO.

L'Internationale communiste (IC) du vivant de Lénine (1919-1924) intervient à juste titre dans les syndicats de masse qui restent aux mains des bureaucraties « réformistes ». Mais, durant la « troisième période » de l'IC (1928-1934), Staline pousse aux scissions syndicales, oblige les partis communistes à refuser toute unité d'action avec les syndicats réformistes et les partis socialistes, ce qui aboutit à la victoire du fascisme en Allemagne en 1933.

Aux Etats-Unis, les luttes revendicatives de masse de 1933 à 1937 font surgir un syndicalisme d'industrie (CIO). Si l'AFL est « apolitique », le CIO soutient le Parti démocrate avec le concours du CPUSA stalinien. En France, la CGTU contrôlée par le PCF fusionne en 1936 avec la CGT à direction social-impérialiste (incarnée par Léon Jouhaux). La CGT réunifiée s'associe à la coalition du Front populaire (PCF, PS-SFIO, Parti radical...). En Espagne, les militants de la CNT sont à la tête de la résistance au coup militaire de Franco. Mais la direction anarchiste rejoint les gouvernements bourgeois de Frente Popular de Madrid et de Barcelone en 1937. La collaboration de classe du PCE, du PSOE et de la CNT facilite la victoire fasciste de 1939.

Après la défaite de l'Allemagne et du Japon, la CGT française ou le TUC britannique condamnent les grèves. Les LO norvégienne et suédoise réussissent à les empêcher dans cette période.

Le retournement de l'impérialisme américain contre l'URSS en 1947 (« guerre froide ») et contre la Chine en 1949 (guerre de Corée) amène à la purge des syndicats aux États-Unis et à des scissions syndicales fomentées par l'État américain (agissant par le biais de la bureaucratie de l'AFL et du CIO). En France, FO quitte en 1947 la CGT avec la complicité du PS-SFIO. Seule la FEN refuse la scission. La CGIL italienne subit la rupture en 1948 de la CISL manigancée par le pape, le Parti démocrate-chrétien puis en 1949 de l'UIL soutenue par le Parti socialiste. Au Japon, Sohyo se sépare de Sanbetsu en 1950 avec l'aide du PSJ, puis Zenro scissionne de Sohyo en 1954 avec l'aide du PSD. En 1955, l'AFL et le CIO, qui soutiennent tous deux la chasse aux sorcières, fusionnent.



En France, en 1964, la majorité de la CFTC prend ses distances avec l'Église catholique qui s'affaiblit et se renomme CFDT. À partir de 1974, elle renforce ouvertement le PS et participe à l'Union de la gauche (PS-PCF-PRG...). Elle approuve le « tournant de la rigueur » du gouvernement front populiste en 1983. Vers 1984, l'appareil de la CGT s'émancipe de la mainmise du PCF en déclin. Celui de la CFDT exclut ses opposants en 1988, ce qui engendre les SUD. Ceux-ci lancent une nouvelle confédération en 1998, Solidaires, qui se calque sur la CGT, avec un fonctionnement moins brutal. En 1992, la fraction PCF de la FEN, appuyée avec enthousiasme par la LCR et par LO, scissionne pour fonder la FSU. En 2000, ce qui reste de la FEN constitue l'UNSA.

Ainsi, les appétits bureaucratiques et les manoeuvres d'appareil ont multiplié les organisations syndicales au détriment de la classe ouvrière. Elles sont plus financées par l'État bourgeois que par les cotisations des travailleurs. Toutes leurs bureaucraties cogèrent les grandes entreprises (dans leur conseil d'administration ou de surveillance) et la protection sociale du pays (les quatre branches de la Sécu, le régime de retraites complémentaires). Toutes participent aux institutions de collaboration de classes mises en place par l'État bourgeois (Conseil économique, social et environnemental, Conseil d'orientation des retraites, Conseil commun de la fonction publique, Conférence nationale de santé...). Toutes acceptent de discuter des plans des patrons et des gouvernements contre les travailleurs.

L'avant-garde communiste ne doit pas abandonner aux bureaucrates les syndicats de masse, mais s'organiser pour leur disputer en s'appuyant sur les besoins des travailleurs de la base : défense des acquis ! revendications et pas propositions ! indépendance des syndicats ! démocratie dans les syndicats ! unification syndicale sur cette base !